

INFORMATIONS

Correspondance

OUVRIERES

le Numéro : 1 F - MENSUEL

Supplément au N° 97-98

SOMMAIRE

Conseils Ouvriers	1
Urbanisme	6
Radicalisme, sectarisme	
Volontarisme	8
Au sujet de l'éditorial	9
Discussion à travers	
la correspondance	11
La réunion de Novembre	16

Directeur de la Publication : P. BLACHIER
Imprimerie Coop. l'Abeille -- Montpellier

Ce Numéro Spécial d'I.C.O. est destiné à liquider les arriérés de textes théoriques qui n'avaient pu être insérés dans les trois derniers numéros. Il constitue ainsi une première diffusion devant permettre la discussion entre les deux courants qui, depuis plus d'un an, s'affrontent plus ou moins ouvertement dans le journal. Par la suite, les textes devront être tapés sur stencil, si possible, avec adresse de l'expéditeur et envoyés au groupe de Montpellier chargé d'animer la discussion. Les textes ronéotés seront envoyés aux différents groupes et camarades isolés qui en feront la demande. Un bref résumé en sera fait dans I.C.O. le cas échéant. Ce travail doit permettre d'effectuer une synthèse des convergences et de dégager les divergences fondamentales entre les différentes tendances.

A propos des Conseils Ouvriers, de la fin du travail et du mouvement révolutionnaire

Problème : faut-il se répéter pour mieux se faire entendre ?

1 — Les Conseils Ouvriers sont apparus dans les moments révolutionnaires où les ouvriers prenaient eux-mêmes leur propre mouvement d'émancipation en mains sans se reconnaître dans un parti ou dans un syndicat, c'est-à-dire sans médiation.

Les Conseils apparurent alors comme les organes de base du mouvement révolutionnaire et ils paraissent aux ouvriers de contrôler et de s'approprier les forces de production. C'est sur cette base qu'ils organisèrent leur auto-défense. Cette base pouvait dépasser le cadre réduit de l'entreprise et s'étendre à une branche industrielle ou à l'ensemble des ouvriers d'une ville ou d'une région. Elle pouvait s'élargir à tous les travailleurs et même à toute la population.

Le Conseil de Cronstadt s'étendit à toute la population sur une base égalitaire, même les anciens maîtres en étaient membres. Le Conseil de Cronstadt, à la différence des Conseils qui apparurent en Allemagne, en Italie et en Hongrie, était un organe de combat qui essaima dès 1905 dans toute la Russie des propagandistes pour la formation de Conseils, qui forma des armées, etc

En Ukraine, le mouvement des Conseils était un mouvement paysan qui s'étendit aux villes et qui fut pratiquement toujours un organe de combat.

2 — L'apparition des Conseils en Allemagne et en Italie, au plus fort de la crise économique, ne fut qu'une réponse défensive et opportuniste des travailleurs au

pourrissement général. Il ne s'agissait pas à ce moment là de reconstruire l'économie sur une nouvelle base politique, mais de la détruire une fois pour toutes. Les Conseils moururent de cette incompréhension et de cette autre incompréhension encore plus grave : *le Conseil est un organe de combat qui combat d'abord en son sein toute spécialisation et toute division du travail.*

En Hongrie, en 1956, cette attitude purement défensive et opportuniste des ouvriers hongrois aboutit à l'échec de la révolution. Au lieu de détruire une fois pour toutes le bolchevisme, ils négocièrent avec lui la reconnaissance (l'institutionnalisation) des Conseils. Ils échouèrent pour n'avoir pas compris que les bolcheviques ne sont démocrates que par opportunisme, mais qu'en fait *il n'y a pas de différence entre un bolchevique et un fasciste.* D'autre part, il se perpétua à l'intérieur du mouvement des Conseils en Hongrie une certaine spécialisation, le Conseil du Grand Budapest s'érigea comme l'organe représentatif des autres Conseils, alors qu'il fut le plus mou et qu'il retint (et même à l'intérieur de lui la fraction de délégués qui négociaient avec Kadar et avec les russes) pas mal d'informations sur ces activités.

Le Conseil est un organe de combat qui combat en son sein toute réapparition d'une trace du vieux monde. Il est tel que tous ses membres ont tous les pouvoirs, mais qu'aucun en a plus que les autres. *C'est là sa transparence.*

3 — Mais il faut remarquer que les Conseils ne sont jamais devenus la forme organisationnelle dominante du mouvement révolutionnaire. Ils n'ont jamais été, non plus, un mouvement de minorités, puisqu'ils sont un mouvement populaire. Leur échec, s'il provient souvent de fautes stratégiques (Cronstadt, Ukraine, Hongrie, provient toujours d'un atavisme des masses. « Les masses ont continué à se reconnaître dans des organisations révolutionnaires plus ou moins hiérarchisées, caractérisées par une idéologie de la libération. *L'idéologie ment, MAIS CELA SE SENT ?* L'idéologie bolchevique est une idéologie de la libération, mais l'organisation bolchevique est hiérarchisée ».

Les masses s'identifient à ces organisations car elles ont un langage révolutionnaire et elles estiment que ce langage est bon et donc que l'organisation révolutionnaire peut les représenter. Le parti communiste a toujours joué la comédie de la représentation du Proletariat. Il ne peut être que le Proletariat et il doit toujours se purifier aux yeux des masses, prouver son mensonge. D'où la mise en scène, les grands défilés, les discours, le soutien verbal de la révolution espagnole, les procès... Là où les masses renoncent à l'exercice direct de leur pouvoir, de leur violence, là où elles confient leur sort de leur libération entre les mains d'une organisation, alors que le totalitarisme apparaît sous les traits du bolchevisme en U.R.S.S., sous les traits du nazisme en Allemagne et sous les traits du facisme en Italie.

Le totalitarisme c'est le pouvoir confié à une minorité. Le lien entre cette minorité dirigeante et les masses, c'est la représentation que cette minorité donne aux masses d'elles-mêmes. Le Proletariat devient alors le spectateur du Proletariat, mais l'image qu'il voit dans le miroir est une image fabriquée ; le prolétariat devient alors l'objet manipulé par une intelligentsia.

4 — En Espagne le mouvement des Conseils a pris la forme des Collectivisations, mais il y a entre ces deux formes des différences qualitatives. La C.N.T. a joué un très grand rôle dans le mouvement des collectivisations, et cela nous montre comment en d'autres moments les syndicats pourraient arriver à contrôler l'économie et l'Etat. A la différence de la Révolution Russe les organisations révolutionnaires étaient très fortes des nomie et l'Etat. A la différence de la Révolution Russe, quo dès le départ : le renforcement du gouvernement républicain. Les anarchistes ont accepté ce statu-quo. Il n'y eut donc jamais de Conseil comparable à celui de Cronstadt.

Dans les Conseils d'Entreprise apparus en Catalogne, on ne peut voir que la caricature des Conseils Ouvriers.

Les ouvriers restaient des ouvriers de leur entreprise, leur pouvoir était limité à la discussion ou à des décisions qui ne dépassaient pas le cadre de cette entreprise. La Gestion Générale était collectivisée mais contrôlée par la C.N.T. par l'intermédiaire de ses représentants aux Conseils Généraux d'Industrie, et au Conseil d'Economie. On ne peut parler que d'auto-gestion parcellarisée.

Dans certaines communes libertaires de Catalogne, les besoins et les ressources des producteurs organisés en collectivités, furent définis au niveau communal. Ils amenèrent à une économie fondée sur des échanges non monétaires où le don était fréquent. Ces expériences restèrent limitées et même en leur sein il subsista bien des séparations (réapparition d'une bureaucratie communale, d'une intelligentsia culturelle, absence d'une collectivisation réelle de l'économie qui aurait pu amener la réduction de contradictions entre les régions, les branches d'industrie, etc...).

Le Mouvement des Conseils qui est un mouvement de lutte contre tout pouvoir, toute spécialisation, doit mettre fin aux échanges en mettant l'ensemble des moyens à la disposition de la réalisation des désirs des individus. Dans ce mouvement les échanges disparaissent, ce mouvement ne peut donc qu'être universel, aucun pouvoir n'apparaît et la participation de chacun reste volontaire. Ainsi on dépasse la querelle marxistes-anarchistes, les uns défendant un système centralisé car il permet l'égalisation, les autres défendant un système décentralisé car il s'oppose à l'apparition d'un système centralisé, c'est-à-dire un nouveau pouvoir.

5 — Ce n'est pas tant la forme organisationnelle qu'est le Conseil qui est importante, mais sa logique.

Le principe de base du Conseil c'est le mouvement d'auto-direction de la révolution par ceux qui la font. C'est pour cela qu'il y a eu une lutte à mort entre le parti bolchevique et ce mouvement d'auto-direction. Les makhovistes niaient la hiérarchie, l'intelligentsia, les tendances étatistes, bureaucratiques et autoritaires des bolcheviques. Le mouvement des Conseils fut en U.R.S.S. la négation de toute représentation séparée du Proletariat, c'est-à-dire de tout parti et de tout syndicat, c'est pour l'avoir découvert trop tard que les révolutionnaires de Cronstadt furent écrasés par Lénine et Trotsky. Pour eux le prolétariat c'était eux-mêmes, pour Lénine et Trotsky ce n'était qu'eux-mêmes.

Le prolétariat n'est pas une formule creuse dont l'authenticité serait garantie par un parti quelconque. On voit l'intelligentsia incapable de comprendre sa propre misère, se mêler de la misère des autres pour se donner bonne conscience, et la voilà qui secrète alors l'idéologie, puis l'organisation hiérarchisée ; puis comme l'intelligentsia est nombreuse et comme le monde veut avoir les premières places dans les organisations les voici qui éclatent. L'apparition des multiples partis et groupuscules est corrélatif de la misère grandissante de l'intelligentsia. Qu'ils s'occupent donc de leur misère !

6 — A travers les manifestations historiques du mouvement d'auto-direction, nous pouvons voir quels étaient les principes organisationnels de ce mouvement :

- les prolétaires doivent eux-mêmes contrôler et organiser les luttes,
- toutes les forces de production et les multiples moyens techniques doivent être détournés au fur et à mesure du développement des luttes par les prolétaires,
- les formes d'organisations qu'ils se donnent doivent rejeter toute délégation de pouvoir et rassembler la totalité des prolétaires,
- toute délégation de pouvoir qui serait nécessitée par la technique doit être temporaire et contrôlée en permanence par l'assemblée générale de base,
- les prolétaires sont réunis en assemblées générales qui peuvent se dénommer comme elles veulent et qui peuvent être plus ou moins étendues suivant l'importance des décisions à prendre, étant entendu que c'est en dernier ressort l'assemblée la plus générale qui est souveraine.

— l'apparition d'assemblée de délégués ne peut être que temporaire et peut être éliminée par le détournement des moyens techniques (télévision, télex, radio, téléphone...),

— toute spécialisation entre exécutants et dirigeants doit être proscrite, les tâches doivent être remplies suivant le principe de la rotation, du volontariat ; elles doivent être toujours limitées et sous le contrôle de l'assemblée générale,

— ceux qui proposent quelque chose doivent être les premiers à l'exécuter,

— les décisions ne sont jamais imposables, ceux qui ne sont pas d'accord peuvent s'abstenir de participer à leur exécution sans faire obstacle à cette exécution.

7 — Les formes organisationnelles comme les Conseils de parents d'élèves, de lycéens, d'apprentis, de locataires, de curés... sont une véritable dégénérescence du mouvement d'auto-direction. Ils ne permettent que de défendre des intérêts de groupes sociaux qui sont définis par les structures de la société, ces structures étant l'organisation même de l'idéologie dominante. On ne peut ni autogérer les prisons, les banques, les lycées..., ni automatiser leur gestion, il s'agit de les supprimer.

Le mouvement d'auto-direction est un mouvement qualitatif, il n'est pas une addition de contrôles parcelaires sur une vie dont l'ensemble nous échapperait, il est — rappelons-le — le mouvement par lequel nous nous réapproprions l'usage global et définitif de notre vie. Le seul apprentissage de l'auto-direction est à faire dans l'auto-gestion immédiate de notre propre vie.

8 — Ce qu'il faut bien comprendre c'est que les Conseils, quels qu'ils soient, restent toujours une médiation entre nos désirs et leur réalisation ; cette médiation doit disparaître.

On peut considérer que la formation de Conseils Régionaux ou Urbains constituera une étape transitoire dans laquelle les masses s'approprient à leur niveau l'ensemble des forces de production. Ces Conseils se fédèrent au fur et à mesure du développement du mouvement révolutionnaire pour aboutir à un Conseil Universel.

Le niveau régional ou urbain présente au départ un certain nombre de facilités techniques. A ce niveau les prolétaires peuvent se réunir facilement en assemblée générale et se déplacer en un temps très réduit. Ils peuvent définir leur participation à toute production, décider de l'exécution de toutes les tâches, communiquer entre eux et recueillir toute l'information nécessaire. Ils peuvent communiquer avec les autres Conseils pour obtenir leur participation et définir leur propre collaboration aux projets de ces Conseils. Mais nos désirs ne sont pas limités à un territoire et le mouvement des Conseils doit être la fin des échanges économiques, les Conseils doivent donc aboutir à un Conseil Universel.

Les Conseils ne sont pas une finalité, il ne s'agit pas de fonder une nouvelle organisation sociale. La Révolution Sociale doit être la destruction de l'organisation-comme-fin-en-soi. Le mouvement d'auto-direction est un mouvement qualitatif.

9 — Le progrès des Conseils par rapport aux partis et aux syndicats c'est que les Conseils ne représentent qu'eux-mêmes, ils sont l'assemblée générale du peuple. Les syndicats et les partis sont au contraire des organisations représentatives et hiérarchisées, ils représentent le peuple, mais ils ne sont pas le peuple.

Les Conseils ne peuvent donc apparaître que quand le peuple a pris son sort entre ses mains, qu'il délaisse ses représentants, qu'il rejette toute idéologie du Proletariat. Alors le prolétariat au lieu d'être l'image manipulée par l'intelligentsia, c'est-à-dire l'objet de l'histoire, devient le sujet de l'histoire, de son histoire, qui ne peut être que celle de sa disparition.

L'apparition des Conseils, c'est le prolétariat qui s'organise sans médiation pour faire son histoire. Là où ce sont les ouvriers qui prennent leur sort entre leurs

mais, nous avons alors des Conseils Ouvriers, là où ce sont les paysans, ce sont des Conseils Paysans.

10 — Les luttes révolutionnaires qui ont existé jusqu'à maintenant, sont des luttes contre l'exploitation, mais les luttes qui apparaissent actuellement vont être des luttes contre le scandale, et le scandale ce n'est pas seulement l'exploitation, le scandale c'est la contradiction qui existe entre les possibilités des forces de production et la misère de la vie quotidienne.

Le travail devient de plus en plus insensé au fur et à mesure que les richesses s'accroissent sans usage. En effet l'usage des choses produites devient de plus en plus un usage spectaculaire, l'usage réel se réduit, il devient nul dans la course à la Lune, la consommation de spectacles télévisés ; même l'usage de l'automobile est très réduit, et encore plus l'usage de la ville.

En ce qui concerne la fin du travail, une rapide étude faite sur l'économie américaine en 1965, m'a amené à estimer, compte tenu de toute la consommation privée ou des entreprises américaines, le TEMPS DE TRAVAIL SOCIALEMENT NECESSAIRE AUX U.S.A. A 310 HEURES PAR AN ET PAR PERSONNE DE PLUS DE 14 ANS, après élimination du secteur parasitaire tertiaire (qui ne produit rien) et en conservant tous les parasites et la flicaille installée à l'intérieur même des entreprises (soit encore 40 à 60 % des emplois). On aboutit ainsi à 6 semaines de travail qui pourraient être réduites à une seule après élimination des entreprises productrices inutiles, des parasites qui existent dans toutes les entreprises, de la surconsommation.

L'objectif des 30 heures de travail par semaine est purement réformiste.

11 — Oui mais on dira qu'il ne s'agit là que d'un calcul pour les U.S.A. Admettons qu'il ne suffirait que de deux semaines de travail par an en France, un mois en Espagne, deux mois au Maroc et on aura approximativement une échelle du temps de travail socialement nécessaire.

Ce qu'il faut bien voir c'est qu'en procédant à un tel calcul (dont je tiens les détails à la disposition de tous) on utilise les concepts de l'idéologie dominante, (produit national brut, revenu, consommation, productivité, niveau de vie...) qui se définissent à partir du modèle américain de l'«american way of life» exemple parfait de misère de la vie quotidienne. Marxistes ou marxistes continuez à comparer, à quantifier vous ne prouvez là que la misère dans laquelle vous vous définissez.

Il devient de plus en plus évident, et encore plus aux U.S.A., que la misère n'est pas celle qu'on nous montre dans l'Express, le Nouvel Observateur et Paris-Match, mais celle que nous vivons chaque jour, que ces journaux montrent aussi.

Dans la Révolution Sociale, la valeur d'usage devient une valeur d'usage sociale et non individualiste comme le pensent encore nos humanistes anarchistes ou marxistes. Il n'y a plus d'«american way of life», il y a la fête.

12 — En l'an 2000 il est prévu qu'aux U.S.A. la population active occupée dans le secteur industriel ne sera plus que le 6 % de la population active totale (32 % actuellement), le secteur tertiaire (tous les parasites) en occupant 91 % , la durée du travail étant autour de 30 heures de travail par semaine.

Quelles vont être les formes de lutte qui vont apparaître dans les pays où le prolétariat ouvrier est en voie de disparition planifiée après le prolétariat paysan (l'élimination du prolétariat paysan étant quasiment terminée) ? La disparition du prolétariat ouvrier ne signifie pas que le prolétariat se réduise.

Le prolétariat « est l'immense majorité de travailleurs qui ont perdu tout pouvoir sur l'emploi de leur vie, et qui, dès qu'ils le savent ; se redéfinissent comme le prolétariat, le négatif à l'œuvre dans cette société » Guy Debord, La Société du Spectacle.

Le prolétariat ne se définit donc pas uniquement dans la production, il semble même que les prolétaires auraient plutôt tendance à fuir le travail. En effet qu'est-ce qu'un prolétaire qui accepte l'usine, la famille, le syndicat, le patron sinon un pauvre type. Et qu'est-ce que la lutte de pauvres types, sinon la lutte pour l'amélioration qui ne changent rien au fondement de la misère. Au contraire on rencontre de plus en plus de jeunes prolétaires qui tentent de fuir la misère, le travail, les contraintes, les flics les ont à l'œil, l'intelligentzia clame qu'ils ne sont pas des prolétaires, que les prolétaires c'est les bons ouvriers qui travaillent, qui ont une famille, qui sont français, qui adhèrent aux syndicats, qui vont voter...

13 — Le mouvement prolétaire se présente d'abord comme une rupture avec l'usine, avec le travail ; cette rupture est souvent individuelle. Le jeune prolétaire va tenter de se réapproprier l'usage de son corps, vivre ; il va tenter de se réapproprier l'usage de la ville et tenter d'établir une réelle communication avec les autres. Dans ce mouvement, il va s'opposer à une répression énorme.

Il manque encore à ce mouvement, la conscience qu'il est le mouvement prolétarien, « le négatif à l'œuvre dans cette société ». Tous les partis et les syndicats actuels constituent des obstacles à la prise de conscience par ce prolétariat qu'il est le prolétariat. Les obstacles à cette prise de conscience, et donc à l'auto-organisation du prolétariat sont aussi importants que ceux qui existeront au début de l'organisation du prolétariat ouvrier.

Actuellement on en est encore assez largement au stade de la bande, mais déjà de nombreux réseaux se forment. Ces bandes sont très fragiles, elles sont des proies faciles pour les flics et elles ne se sont pas encore préoccupées de leur auto-défense et encore moins d'une stratégie de classes pour lutter. La multiplication de ces bandes peut être un élément important de la prise de conscience de l'importance du mouvement et l'occasion de créations de situations révolutionnaires imprévisibles. Mais le quantitatif ne doit pas nous cacher la nécessité du qualitatif, l'acte spontané quand il est symbolique ne mène à rien.

14 — D'où l'existence d'un double mouvement de luttes :

— *La lutte dans les usines* qui se fait avec ou sans syndicat, et dans les meilleurs des cas contre. Le prolétariat y reste mystifié par la représentation que donne de lui le Pouvoir et surtout l'intelligentzia. En effet le prolétariat se reconnaît dans des organisations qui luttent à sa place (et qui se sert des masses pour négocier les strapontins du Pouvoir) : l'intelligentzia de ces organisations reste incapable de comprendre sa misère, son incapacité à vivre, elle se bat avec la misère des autres, d'où les discours sur l'exploitation, l'activisme de curé, le paternalisme, « les masses doivent être éduquées », il faut libérer l'initiative des masses »,... Quand le prolétariat lutte sans médiation, il reste incapable de critiquer l'économie comme idéologie, il lutte même dans les grèves sauvages pour un aménagement de sa survie et non pour sa disparition. Il n'est pas évident que la multiplication des grèves sauvages compensera l'actuelle débilite de ces luttes. Cronstadt est loin.

— *la lutte hors des usines* qui se fait actuellement sans organisation. Pour l'instant elle ne va pas loin. Cette lutte à son propre mouvement réformiste, les beatles-armée-du-salut pour les jeunes prolétaires anglais et le mouvement communautaire un peu partout. Il ne s'agit pas de créer un nouvel équivalent de la famille avec la communauté. Là aussi les marchands et les récupérateurs de toutes sortes sont présents. On en est encore au Festival Pop ; quand donc certains d'entre nous décideront (et exécuteront) le détournement de tels festivals.

15 — Il s'agit d'unifier ce double mouvement et cette unification ne peut se faire que si nous rompons avec le dogmatisme des analyses. Il ne s'agit ni de fa-

briquer une Internationale Conseilliste, ni une Internationale Hippie (à moins de vouloir monter des canulars). Derrière l'expérience historique des conseils ouvriers il y a le même mouvement d'auto-direction que derrière les luttes quotidiennes des jeunes prolétaires contre les syndicats et les flics. Il s'agit pour l'instant d'établir la communication entre tous les prolétaires en lutte en rejetant toutes les séparations. La lutte est partout mais elle manque de qualité. Peu ont encore pris conscience du projet prolétarien, il ne s'agit pas seulement de mettre fin à l'exploitation, aux disparités sociales, il s'agit de mettre fin à la misère de la vie quotidienne, à toutes les contraintes.

Le mouvement d'auto-direction des luttes prend donc actuellement la forme de la multiplication des bandes et des groupes plus ou moins autonomes. Ces noyaux du prolétariat fonctionnent plus ou moins suivant les principes d'auto-direction. Beaucoup d'entre eux n'iront pas loin par incompréhension du projet prolétarien et ils aboutiront entre les griffes de la justice, ou pire, peut-être fondus dans la masse hiérarchisée des militants d'une quelconque organisation prétendant être prolétarienne.

16 — Et le mouvement se pose de la même façon dans « les pays en voie de développement » (traduisons « en voie d'exploitation pour satisfaire une bureaucratie et des capitalistes rapaces »). C'est dans la mesure où dans ces pays un mouvement d'émancipation autonome se constituera sur les bases de l'auto-direction des luttes que le prolétariat pourra arrêter l'exploitation. Ce n'est pas une question de développement économique. Le développement économique ne permet de satisfaire dans ces pays que les faux besoins d'une bureaucratie qui vit sur le mode de « l'american way of life ». Le mouvement d'auto-direction ne peut être que la critique en actes de la Société Spectaculaire marchande.

17 — La question essentielle que nous devons nous poser est SOMMES-NOUS DES PROLETAIRES ? Pourquoi ? Parce que nous n'avons pas de télévision, 500 grammes de viande par jour, des équipements socio-culturels..., ou parce que nous sommes incapables de vivre, de jouir, de faire la fête, parce que nous croupissons de misère devant notre télévision, en faisant l'amour une fois par semaine, par hygiène, avec notre femme...

18 — Loin de s'enfermer dans un formalisme, nous devons porter au plus haut niveau la logique du mouvement des Conseils. Déjà pour peu que les séparations soient reconnues et réduites, il est possible d'envisager la création d'un Conseil Universel fonctionnant sur les bases que nous avons définies plus haut. C'est ainsi que l'Utopie deviendra réelle. Ces Conseils Universels que nous avons déjà appelés groupes de Pourrissement en réalité seront les signes de ce qui deviendra ultérieurement la fin de toute organisation sociale. La seule activité de ces groupes serait celle de l'extension spatio-temporelle du mouvement d'auto-direction par son propre exercice, par le détournement des forces productives, par la lutte parfois armée contre les formes organisationnelles réactionnaires, par la destruction de toute trace du vieux monde.

Ce groupe ou ces groupes appliqueraient systématiquement la stratégie de rupture de tous les niveaux du pouvoir séparé. Toute rupture serait l'occasion d'une provocation.

Ces groupes ne peuvent s'édifier que sur la base du refus du travail séparé, de la spécialisation, de toute autorité et de toute hiérarchie. Leur extension les conduit à la mort ou au travail unitaire, le seul qui soit, celui du maintien et du développement de la survivance collective et la réalisation immédiate des désirs alors actuels.

19 — Les membres de ces groupes qui ne peuvent se recruter que sur la base de la reconnaissance de la misère régnante et sur le désir d'y mettre fin d'abord pour soi-même, seraient eux-mêmes autonomes. En effet, le développement du mouvement d'auto-direction

ne peut être qu'un mouvement de masses, il nécessite donc que la communication s'établisse de façon authentique entre tous les prolétaires. C'est par la multiplication des comités de base, de groupes spontanés, que les prolétaires peuvent entrer en communication sans la médiation d'un syndicat ou d'un parti. Mais le développement du mouvement d'auto-direction implique que les éléments les plus avancés du prolétariat puissent accélérer le pourrissement généralisé du système. Pour

cela il faut qu'ils se donnent les moyens de cette subversion. Et il faut attaquer quand on est les plus forts.

20 — D'où la nécessité actuelle, après trop d'atermoiements, d'accélérer le processus de formation de ces groupes. Le système pourrit, ne laissons pas les récupérateurs de toutes sortes se battre entre eux pour le soigner. Rompons avec toutes les charognes.

21 — ...

CRITIQUE d'un autre camarade

A propos du texte intitulé « A propos des Conseils Ouvriers, de la fin du travail, faut-il se répéter pour mieux se faire entendre »

On apprend en lisant ce texte :

1) Que les Conseils Ouvriers sont apparus quand les ouvriers prenaient leur propre mouvement en mains et s'approprièrent sans médiation les forces de production (thèse n° 1).

2) Que néanmoins ils n'ont jamais existé (2 et 3), ni en Allemagne, ni en Italie, ni en Espagne, ni en Hongrie (dans tous ces cas il ne s'agissait que de réponses « défensives et opportunistes », avec maintien d'une « certaine spécialisation », et reconnaissance en raison de « l'atavisme des masses », d'une organisation hiérarchisée), mais que le Conseil Ouvrier n'a existé que dans un seul cas : le C.O. de Cronstadt « qui essaima dès 1905 des propagandistes dans toute la Russie (n° 1).

3) Qu'à partir de cet unique exemple positif (et des autres négatifs) il est pourtant possible de définir les « principes organisationnels » du mouvement, sa « logique », ou encore ce que le C.O. doit être (5 et 6) :

— une forme d'organisation qui doit rassembler « la totalité des prolétaires » (pour ce terme, voir plus loin) et doit rejeter « toute délégation du pouvoir » - sauf dans les cas où la délégation de pouvoir est nécessitée par la « technique » (?) (qu'est-ce que c'est que la technique ? Jusqu'où ira-t-elle, cette nécessité ? et que devient alors la fin de la spécialisation, de la division du travail ?).

— les C.O. doivent être « la lutte contre tout pouvoir » (4), toute spécialisation, mettre fin aux échanges économiques (4 et 8) (?), et comme « aucun pouvoir n'apparaît et que la participation de chacun reste volontaire », on « dépasse » la querelle marxistes-anarchistes - ou encore « tous ses membres ont tous les pouvoirs, mais aucun n'en a plus que les autres » (2), d'où sa « transparence » (?).

— A ceci près que c'est l'Assemblée la plus générale qui est « souveraine » (c'est pas du pouvoir, ça ?), c'est-à-dire que ses décisions ne sont jamais imposables, ceux qui ne sont pas d'accord peuvent s'abstenir sans faire obstacle (c'est pas du pouvoir ? et c'est de la transparence ?).

— le C.O. étant encore une « médiation » entre nos désirs et leur réalisation, il doit donc disparaître (n° 7, et hop), mais cette disparition sera le résultat de la formation de conseils régionaux, urbains, se fédérant progressivement pour aboutir à un Conseil Universel (n° 8) qui réalisera « la fin des échanges économiques » puis-que « nos désirs ne sont pas limités à un territoire ».

Chacun se débrouillera comme il peut parmi ces stimulantes contradictions. Il pourra toujours se dire : « qu'une rapide étude » a montré la possibilité de réduire, après élimination des activités parasites et des produits inutiles, à une semaine par personne et par an, aux U.S.A., « le temps de travail nécessaire » (nécessaire à quoi ? Pour satisfaire quels besoins ? et sur quelle échelle ? Vite, des détails sur ces calculs !).

On aura aussi l'occasion de renouveler l'idée qu'on se faisait du prolétariat, de la lutte et de l'organisation, en effet :

— dans les usines, il n'y a pas de prolétaires ; il n'y a que des « pauvres types » qui « acceptent » le boulot, le patron, la famille, etc (n° 12) (on peut donc d'ores et déjà annoncer la « fin du prolétariat »).

— le vrai prolétaire « ne se définit pas uniquement dans la production » ; c'est bien plutôt le jeune qui ne travaille que de temps en temps ou pas du tout ; on en rencontre de plus en plus ; c'est le vrai mouvement prolétarien, qui est une rupture souvent individuelle ; il lui manque encore simplement « la conscience qu'il est le mouvement prolétarien » ; il en est encore au stade de la bande (n° 13).

— comme luttés, il n'y a donc que d'une part, la lutte dans les usines, celle des pauvres types qui même quand ils luttent sans médiations restent incapables de critiquer l'économie comme idéologie et ne visent qu'un aménagement de leur survie de pauvres types (14) (réformistes, à la trappe) et la lutte hors des usines, qui actuellement ne va pas loin, reste sans organisation et est déjà menacée par les récupérateurs ; il s'agit pourtant d'unifier (15) ce mouvement réformiste et cette lutte encore quasi inexistante (pauvres types et prolétaires de tous les pays...) par la multiplication des bandes et des groupes !

Ainsi se trouvera « portée au plus haut niveau la logique des C.O. » : des « groupes de Pourrissement généralisé » qui accéléreront « le mouvement d'auto-direction du prolétariat qui ne peut être qu'un mouvement de masse ». De la rupture individuelle aux bandes, groupes, et au mouvement de masses. On connaît.

On trouvera encore dans le texte un certain nombre de vérités de base sur partis et syndicats, parmi lesquelles on retiendra :

— que le totalitarisme c'est le pouvoir confié à une minorité (3) ;

— que les conseils de parents d'élèves et de curés sont « une dégénérescence du mouvement d'auto-direction (7) » (tous tarés !).

Mais peut-être « la volonté de réduire l'autre à des concepts » m'a-t-elle conduit à « ne relever chez lui que les fautes de logiques et non les bonds de l'imagination » (Semeur, p. 3). Pour rendre à celle-ci ce qui lui revient, citons la fin du n° 9 :

« Là où ce sont les ouvriers qui prennent leur sort entre leurs mains, nous avons alors les Conseils Ouvriers. Là où ce sont les paysans, ce sont des Conseils de Paysans ». (1)

(1) Cette critique est purement négative.

URBANISME : science de la domination, mais aussi base de la subversion

Le processus d'urbanisation auquel nous sommes soumis (extension démesurée du tissu urbain, destruction systématisée de l'ancienne cité historique, perte du qualificatif...) nous amène, à travers les conséquences et effets psychologiques qu'il entraîne (désespoir, agressivité, violences...) à un certain nombre de réflexions théoriques. D'autre part, dans la perspective de l'organisation future d'une société libérée de toutes contraintes, il faudra d'une part faire échec aux projets du pouvoir, d'autre part faire échec à l'énorme passivité des intéressés ; pour y parvenir, le développement des pratiques subversives doit passer par l'organisation locale du nouveau prolétariat, dont à l'heure actuelle trop d'éléments semblent voués au désespoir faute de liaisons et de perspectives.

Base matérielle d'où se développent échanges et communications, l'espace géographique conditionne en tant que milieu porteur (superstructure) le développement puis la projection des pensées et espoirs humains. Reflet de la civilisation, elle même reflet de son mode de production, son incohérence n'est qu'apparente et, historiquement, cache en fait une orientation parfaitement ordonnée, matérialisation des besoins du pouvoir. Le système productif règne à travers l'unification développée du type de paysage qu'il impose.

A la cité politique de l'antiquité succède la cité commerciale du moyen-âge, puis au 19^{ème} siècle la cité industrielle image des premières concentrations économiques liées aux besoins nouveaux du capital privé (recherche d'une rentabilité maxima, basculement de l'agricole vers l'urbain...). Lorsque l'association des réflexions de l'homme est à même de remettre en cause les fondements internes de la sacro sainte production, lorsque se dessinent des zones de rupture, il y a nécessité pour cette dernière de trouver des parades adéquates, d'édifier des remparts de protection, d'établir de nouvelles techniques appropriées aux besoins que réclame notre survie. Ces techniques visent à briser les forces d'opposition par la constante élaboration de nouvelles pratiques et de la séparation.

Science devenue primordiale de la domination parce que support de la propagande du pouvoir (concentration des mass-média, spectacle de la marchandise...) l'urbanisme est cet outil de l'organisation spatiale régissant les désirs, les besoins, la pensée, et par là, devient médiateur déterminant les rapports humains.

Parce que correspondant à une nouvelle phase capitale du développement politico-industriel (passage du capitalisme privé « empirique » au capitalisme étatique, scientifié et technocratique) le mouvement de transformation des structures spatiales s'accélère, découvrant ainsi de plus en plus visiblement les aspects contradictoires contenus en germes dans son système (par exemple, le degré aussi absurde que dangereux qu'atteint la pollution atmosphérique dans certaines cités : cas de Los-Angeles, où le port du masque à gaz s'avère parfois obligatoire ! ! !).

Le tissu urbain traditionnel est, par contraste avec le milieu rural, considéré comme zone politiquement privilégiée : voir en Occident, depuis deux siècles l'importance primordiale dans la cité industrielle de la rue, des monuments symboles, nœux vitaux des soulèvements populaires passés. Ces anciennes structures éclatent

sous les coups des nouveaux impératifs politico-économiques du pouvoir. De nouvelles structures géographiques, de nouvelles perspectives s'imposent alors nécessairement opposées aux aspirations, aux désirs populaires qui n'arrivent à s'exprimer, à riposter, comme frappés d'impuissance.

Destruction de l'espace libre, du temps libre, priorité au mesurable, à la marchandise fétichisée, au béton support de l'automobile... Ni monde urbain historique, ni monde rural, mais gigantesques tentacules, liens entre les cités du passé qui n'ont alors d'autre fonction que celle de jalons (quand elles ne sont pas rasées). C'est le sinistre cortège des villes nouvelles, des « secteurs d'expansion », briques composantes du nouveau paysage urbain, Mégapolis futures (subordination complète de l'agricole à l'urbain, phénomène d'implosion-explosion). A l'image de certaines nations super-industrialisées qui les projettent, certains complexes existants sont en ce sens les prémisses de la future organisation territoriale (par exemple, la côte est des U.S.A., l'axe Tokio-Osaka, certains axes économiques européens...).

La production capitaliste dans sa phase avancée, exige d'autre part la possession d'une marge de manœuvre ouvrière docile (encouragement à l'immigration, « volants de chômage »...). Cette masse de force de travail doit fluctuer facilement en fonction des besoins mouvants de la production. Poches en voie de résorption (?), pour le capital, elles n'en restent pas moins un fait non négligeable, et les planificateurs provoquent à cet effet des polarisations socio-géographiques. Les producteurs-consommateurs à part entière, et le sous-prolétariat « producteurs aux rabais » (ces poches en voie de résorption) d'autre part. Ces polarisations socio-géographiques aboutissent à des développements urbains d'un autre type : radio-concentriques. Villes nouvelles ceinturées de bidonvilles concentrationnaires, ou la polarisation inverse à propos de certaines cités historiques. C'est le cas de la ville de New-York où depuis quelques années 800.000 noirs et Porto-Ricains ont pris la place d'un nombre équivalent de blancs, ce qui a pour premier effet une dévaluation de la cité conséquente à la fuite vers les couches périphériques d'une multitude de commerces.

Au niveau des producteurs-consommateurs, un savant découpage s'effectue parallèlement, dans lequel on retrouve à tous les niveaux les clés du maintien de la survie. Ce découpage sous des aspects de communication et de collectivisation stigmatise en fait l'ensemble des techniques de séparation. Ce double mouvement n'est pas visible immédiatement, mais se manifeste à travers ses effets ; ces effets sont multiples, désastreux et dangereux dans la mesure où ils revêtent ces aspects libérateurs : au niveau des thèmes (sexualité, culture pour tous...), du langage (lessive x., la première lessive « révolutionnaire »).

On peut établir un parallèle avec la tromperie politico-syndicale des réformistes, démagogues en tous genres. Mais le nouveau prolétariat qui se dégage maintenant de ce marasme n'est plus dupe. Là où les désirs de vivre, de communiquer, sont étouffés par les contraintes de la réalité quotidienne, se lèvent les nouveaux espoirs révolutionnaires, forces irréfiables. Un exemple caractéristique de ce trompe l'œil, celui des

maisons de jeunes et de la culture (sic) ; là, une jeunesse avide de réaliser ses désirs est embrigadée par la technique de l'isolement en groupe. Le pouvoir d'ailleurs ne se cache qu'à peine de faire de la récupération : bandes de voyous remis dans le droit chemin, c'est-à-dire intégrés au système de production. Manque de chance, il s'avère de plus en plus fréquemment que des brebis galeuses radicalement politisées contaminent ces individus que la société a eut tant de mal à sortir d'un mauvais pas ! A preuve, toujours pour les M.J.C. le revirement de la politique de l'Etat face à ce qui était son indiscutable acte de bonne volonté ! ...

Au niveau de la consommation marchande, c'est-à-dire de l'écoulement de la production, les problèmes du pouvoir sont multiples et vitaux. Implantation des centres de distribution de la marchandise : super-marchés, hyper-marchés et autres sanctuaires supplantent inexorablement les petits commerces, « l'épicier du coin » ; problème géographique, humain, mais avant tout économique. L'importance de la fonction que leur assigne la production les fait considérer comme secteur privilégié de l'urbanisme asocial. Ainsi, la production capitaliste impose par leur intermédiaire, et avec l'aide parallèle que constituent en tant que support psychologique les mass-média (presse, télévision, sollicitations publicitaires et autres formes répressives) la loi de ses besoins, la loi de sa survie. Individus et groupes lui sont soumis et doivent s'identifier à son image, celle de la contradiction, celle du spectacle : les acteurs deviennent spectateurs de leur propre spectacle.

L'étalage des marchandises constamment réinventées par le pouvoir, d'une part, d'autre part la mécanique des pseudo-désirs font de la possession et du paraître les réalités jamais atteintes, les nouveaux mythes (Dieu n'est pas mort !). Ce pseudo-désir de possession du paraître, du visible, parce que ne pouvant s'assouvir, se transforme alors au delà du seuil des possibilités présentes, en unique tentation. Cette mutation, possession-tentation, peut aider à expliquer le développement (dramatique pour le pouvoir, voir sensibilisation des moyens de propagande à ce sujet) d'un grand nombre de formes d'illégalisme : en particulier le vol individuel au sein des temples de la marchandise.

Les travaux urbanistiques de la fin du 19ème siècle, sous l'impulsion du baron Haussman, sont caractéristiques des besoins du pouvoir de l'époque : larges avenues rectilignes dont la fonction reconnue est l'entrave à d'éventuelles barricades... Les projets des nouveaux planificateurs tendent à supprimer la rue elle-même ; la rue détruite, ce sont de multiples possibilités de contacts en moins, dont les cafés sont les plus fidèles supports. Au niveau de l'habitat proprement dit les normes minima sont en constante régression depuis une vingtaine d'années (voir lois Chalandon 1968) ; le glissement du pouvoir de décision vers les forces du capital explique cette recherche effrénée d'une rentabilité maxima. Suppression des espaces et commodités jugés non rentables (entre autres, hauteurs de plafonds, surface minima par habitant, quantité d'ensoleillement, etc...). Ces restrictions d'ordre spatial tendent à participer par le fait à l'isolement croissant des individus : voir les problèmes de tous ordres que pose une réunion dans un H.L.M. !

Face à cette avalanche de nouvelles contraintes se développent parallèlement de nouvelles formes de lutte quelques fois organisées. Des comités de quartier, ou de lutte à propos des transports en commun par exemple, quoique bien timides, expriment déjà de façon peut-être un peu confuse, la volonté du nouveau prolétariat de reprendre en main l'organisation des différentes sphères respectives de sa vie quotidienne. Face aux entraves de tous types dont le mouvement ne cesse, je le répète, de s'accélérer, nous réagirons par de nouvelles formes de lutte appropriées. A l'affrontement de masse caractéristique des soulèvements populaires passés, nous devons impérativement substituer les tactiques de guérilla. Comités de luttes géographiquement implantés suivant chaque type de paysage ; comités

d'immeubles, d'îlots, de quartier, coordonnés suivant les besoins des actions à mener : ripostes, traquenards, sabotages... (voir depuis quelques années les nombreux exemples à l'actif des noirs américains). Ne pas perdre de vue qu'à l'immense machine répressive nous opposons la ruse, c'est-à-dire le choix judicieux du moment et du lieu de l'action à mener. Ce que le pouvoir gagne en centralisme et en puissance répressive, il le perd en fragilité : il nous est plus aisé de rendre à l'impissance un ordinateur que de détruire des chaînes d'assemblage, pourtant l'un et l'autre stoppent la marche de l'entreprise. En exemple à New-York, lorsqu'en 1967 une panne générale d'électricité faillit tourner à la catastrophe. Opérations concertées ou non, les liaisons entre groupes organisés ou individus deviennent, à ce niveau, impératives dans la perspective des combats à mener.

Pourquoi les usagers ont-ils laissé impunément les autoroutes, les parkings répandre leur laideur au sein même de Paris ? Pourquoi ces quartiers historiques (lieux de tant d'espoirs révolutionnaires) rasés systématiquement sans réactions ? Ne pourrait-on pas répondre coup par coup aux gifles chaque jours plus nombreuses ? Le nouveau prolétariat, organisés-isolés, se doit d'entraver les projets du pouvoir et il doit s'efforcer de l'entraver judicieusement, c'est-à-dire avec le maximum de chances d'obtenir une réceptivité accrue ; c'est à ce niveau qu'il est primordial d'analyser objectivement les différentes formes de révolte afin de leur donner un contenu, puis des perspectives.

Le désespoir dû à la non créativité, à la non communicabilité, les faux besoins jamais satisfaits, permettent après analyse objective des faisceaux de faits qui concrétisent leur réalité, de déterminer notre stratégie sur les résultats de ces analyses. Appartenant au mouvement général de l'histoire, les conclusions dégagées sont nécessairement tributaires de cette histoire : il y a interaction entre chaque fait isolé, entre chaque cas de révolte conscient ou non et le cours de l'histoire. Il y a donc nécessité de toujours recentrer les faits dans leurs moments historiques respectifs. Les micro-signes de non satisfaction (dans une large mesure spontanistes) ne doivent pas nous échapper ; nous devons les répertorier, les analyser, les recentrer, puis les exploiter en leur donnant le contenu qui leur manque : multiples manifestations de tension nerveuse et d'agressivité, actes de violence, de vandalisme, vols, criminalité, et tous ces actes que le pouvoir ne peut qualifier autrement que de gratuits, etc... La succession apparemment incohérente de ces faits cache en réalité de subtiles ramifications révélant leur cause commune liée aux contradictions du système. L'efficacité d'une pratique subversive passe grandement par le décryptage objectif de l'ensemble de ces données. Dans cet esprit nous devons nous-mêmes nous efforcer de rompre radicalement avec le pouvoir au niveau de l'aménagement de notre vie quotidienne ; par exemple par la généralisation d'îlots organisés communautairement, sans toutefois tomber dans le piège de l'isolement de groupe qui n'a rien d'enviable à l'isolement individuel. Ces groupes géo-affinitaires pourront former les noyaux de base des comités de lutte, en se coordonnant, en s'informant, en échangeant les résultats des expériences qu'ils tenteront, enfin en élaborant des tactiques de combat d'envergure. La réceptivité de notre pratique s'accroîtra en fonction de notre rupture théorico-pratique face au pouvoir. Il est en tous cas nécessaire de combattre le système productif mystificateur au niveau même du mythe, de dénoncer et de combattre en une lutte de tous les instants son double caractère attractif et ennuyeux.

L'urbanisme, en tant que technique majeure du pouvoir, réprime nos désirs, tue le qualificatif, il subordonne notre vie quotidienne aux besoins de l'idéologie dominante qui le projette. Nous nous devons de combattre les nouveaux mythes en entravant à tous les niveaux les projets du pouvoir, grand ordinateur de notre ennui ; combattons l'urbanisme répressif.

Paris, le 13 juillet 1970.

Radicalisme, Sectarisme, Volontarisme

Depuis plusieurs mois, la conscience de l'isolement et le désir de le rompre sont des constations de base. Il y a différentes manifestations : aller voir les gens chez eux, dans certains cafés, dans les lieux de passage. Mais se laisser aller aux aléas de la vie quotidienne se révèle vite insatisfaisant, dès qu'on a conscience à quel point le *pouvoir manipule* les réactions affinitaires, les désirs, etc... ; de plus les rencontres fortuites sont de plus en plus rares à cause du morcellement, du cloisonnement, de l'atomisation forcenée des réseaux sociaux et des individus imbriqués là-dedans. Il s'agit :

a) soit de créer des situations subversives, *seules radicalement révélatrices de présences* ; mais la tactique nous fait hésiter lorsqu'il s'agit de risquer des peines de prison. A nous de trouver une stratégie adéquate.

b) soit d'intervenir politiquement sur une réalité donnée, ce qui peut dynamiser un vécu collectif intéressant ; mais ces *vellétés d'intervention* sont limitées par tout un comportement dirigé par le pouvoir ou autres idéologues nouvelles vagues (des conseillistes de tout bord aux mythomanes de la vie quotidienne) : « ON s'est perdu de vue », « Je n'ai plus rien à foutre de ce genre de mec », « Tout le monde est con, et pas assez radical et pas assez cohérent et se lave mal les couilles, etc... ». A nous de déterminer ce que signifie « intervention politique ».

I. — IDEOLOGIE DU RADICALISME

La radicalité subjective tourne actuellement au mysticisme, à l'isolationisme, ce qui se comprend puisqu'il est impossible que « je me retrouve chez qui que ce soit » de manière absolue. Elle est un frein au désir de briser l'isolement. Ainsi ce genre de réflexion : « J'ai aperçu K.M. hier, j'avais bien envie de prendre un pot et de discuter le coup, mais... il est pas assez radical... » (gloup).

Qu'on ne veuille plus « avoir de rapports » (comme on dit dans le milieu) avec tout individu ne se réclamant pas au moins d'une *des innombrables sauces conseillistes*, O.K., mais que toute tentative de rencontre avec tel ou tel soit repoussée, en châtiant même son propre désir de communication, parce que celui-ci n'a jamais été Enragé, que celui-là n'a pas assimilé l'I.S., que tel autre est mon-trou-du-culiste ; ou encore parce que dans telle pratique parcellaire (il faudrait d'ailleurs revenir là-dessus. Que signifie une pratique globale ? S'il existe UN « homme total », qu'il fasse passer une annonce dans le prochain numéro de l'I.S.), dans telle pratique parcellaire donc, il est con, et pas assez marrant, et pas assez ludique... : il est évident qu'on a tous certaines pratiques cons. On ne peut s'en sortir qu'en luttant contre ces conneries.

On constate la répression que fait subir l'idéologie de la cohérence absolue. Alors qu'il s'agit de jouer avec les contradictions et provocations verbales dans le cas où l'individu ou le groupe rencontrés ne seraient pas transparents comme des slips, en fait le refus de la confrontation et des heurts verbaux démontre une volonté de monopoliser une ligne politique ; il faudrait à ces Grands Transparents, que tout le monde soit absolument d'accord ; en réalité nous en passons par des joutes verbales, quelque chiant cela puisse parfois être. Actuellement, il peut être très marrant (et utile) de critiquer les conseillistes rencontrés et de tâter leurs réactions effectives dès que le « conseil ouvrier » est remis en question.

Il y a une différence entre :

a) d'une part, ne pas être d'accord avec quelqu'un, mais le rencontrer parce qu'il n'est ni le tenant d'un quelconque capitalisme d'état, ni un anarchiste prêt à faire n'importe quelle alliance pour casser du flic, ni

un esthète de la vie quotidienne ; mais le rencontrer ne serait-ce que pour le critiquer, s'engueuler avec lui, établir une liaison, rompre l'isolement d'un moment .

b) et d'autre part, fuir toute relation d'être à être, parce qu'il n'y a pas de radicalité, ni de cohérence, ni de transparence, ni de rapports ludiques, etc... etc... concepts qui servent d'armure à ceux qui préfèrent crever seuls dans leurs coins. Qu'ils crèvent.

II. — LE SECTARISME, FREIN AUX PROCESSUS ORGANISATIONNELS

On le trouve chez les anars de l'ex-22 mars et chez les ex-enragés-situs. En ce qui concerne les premiers, ne nous intéressent que ceux ayant définitivement fait la critique des pratiques d'alliances frontistes avec de quelconques groupuscules ; et les seconds, ceux n'ayant pas figé la lutte pour la subjectivité et le désir à un moment du capitalisme (transition du capitalisme technologique au capitalisme des ordinateurs). Le clivage entre ces deux tendances remonterait à on ne sait plus quel jour historique des évènements de mai ; le clivage fut ensuite entretenu des deux côtés de manière idéologique, chacun revendiquant sa part au festin printanier.

a) Pour le 22 mars il y a eu un désir de spectacularisation des luttes (Cohn-Bendit n'a-t-il pas été le porte-parole du mouvement ? et de toute manière que signifie un mouvement n'ayant qu'un seul porte voix durant toute sa durée ?), la volonté de leaderisme et d'être mis sur la sellette publicitaire (ce qui est une tactique pour avoir un certain prestige auprès des mêmes), sans toutefois perdre de vue que le mouvement avait encore besoin, stratégiquement, de cette spectacularisation et de ce leaderisme.

Le plus grave est qu'actuellement ces anciens chefs sont encore victimes de ces pratiques. Ils semblent toujours être en attente de militants qui n'existent plus car ceux qui suivaient la ligne 22 mars se sont soit militarisés dans un groupuscule, soit radicalisés et autonomisés. Ainsi leur style de récentes pratiques : solidarité aux 5 anarchistes de Milan, établissement de « défense active », réunions bidons inter-fac, magouilles avec V.L.R. lors du pompeux 1-2-3-Nanterre sur l'Idiot International.

A ce sujet, la dissolution de Noir et Rouge est certainement très intéressante pour le mouvement, en tant qu'elle fait disparaître une tendance anarcho-populiste, étroitement politicarde, qui était un frein pour ceux qui s'y rattachaient encore, politiquement ou affectivement.

b) Pour l'ancienne ligne « Mouvement des Occupations », il y eut une non moins énorme récupération des luttes. Non seulement le bouquin de Viénet en est une preuve flagrante, mais déjà au cours de la lutte... que signifient les mots d'ordre lancés du haut de la Sorbonne « Tout le pouvoir aux conseils ouvriers », alors que les ouvriers les plus radicaux ne se faisaient pas chier à essayer de former des conseils ouvriers (laissant les syndicalistes et consorts discuter des cadences et d'auto-gestion, alors que les problèmes de répartition de tâches, de matériel, de distribution et de tout ce qui s'en suit, sont solvables, à une vitesse très grande, par la maîtrise des ordinateurs et machines de toutes sortes), mais ils avaient étendu leur vie à tout le réseau social.

De plus le placage de certains slogans (« vivez sans temps morts », « jouissez sans entraves »), élevé à l'unique pratique, semble désuet devant la réalité qui se vivait : effectivement, ceux qui luttèrent pour une vie sans temps mort, n'éjaculaient pas contre les murs, même par provocation.

Depuis deux ans, tous les vaneigemistes, ont très bien réussi à figer la lutte pour l'aventure humaine, que l'I.S. avait menée pendant 15 ans, dans une sphère donnée, et pas toute seule non plus. La lutte pour la vie quotidienne et à partir de la vie quotidienne, s'est gelée en une *misérable esthétisation* de « certains » rapports, « certaines » affinités, « certains » désirs, le tout accommodé d'un certain apolitisme qui fait douter de leur désir de vivre. Quant à leur possibilités ludiques et créatrices, il suffit d'en avoir cotoyé pour être persuadé qu'elles ne dépassent pas celles des bons vivants que nous sommes tous.

Je lutte à partir de mes désirs et de ma subjectivité (je peux, dès maintenant, m'approprier une certaine marge, fort étroite, que le pouvoir ne manipule pas), mais surtout je lutte POUR CONQUERIR MES DESIRS ET MAITRISER MA SUBJECTIVITE.

III. — LE VOLONTARISME, QU'EST-CE ?

Que peut signifier une démarche volontariste ? Par exemple : je suis dans tel lieu ; les rencontres en ville sont limitées et insatisfaisantes ; j'ai besoin de rencontrer des gens ; devant ce besoin, je fais tout ce qui est possible pour le satisfaire, que ce soit en contactant des personnes dont on m'a donné l'adresse, en leur écrivant, en provoquant une rencontre.

Le fait de se rencontrer est déjà une pratique. On est ensemble, on va discuter quelles sont les possibilités et impossibilités individuelles et collectives. Qu'un tel mode de rencontre soit limité, que la merde s'installe rapidement dans la discussion (aucune connaissance entre nous, incohérences politiques, projets différents mal exposés, discours chiants, etc...), que le manque à vivre enlève le groupe... il ne faut pas s'attendre à mieux. Qui a encore des illusions sur ce genre de rencontres ?

Mais au moins, à partir des quelques contradictions et provocations occasionnelles, de petits groupes éclatent, se dissolvent pour se reformer ensuite selon les lieux et les affinités, avec toujours le projet, de plus en plus ressenti comme un besoin, de *l'intervention politique* sur la réalité sociale, pratique pouvant redynamiser les formations et dissolutions de groupes de vie.

Le besoin de ce genre de rencontre provoquée par quelques-uns est-il volontariste ? Rien à branler de ce genre de problème moral. Il y a un besoin : rompre

l'isolement. Les solutions sont de plus en plus limitées pour répondre à ce genre de besoins et de désirs. Il faut donc à tout prix établir des réseaux de groupes ou individus, avec clarifications théoriques, et autres que ceux qui viennent des hasards (quels sont-ils ces hasards ? Hum !), des déambulations quotidiennes, ne serait-ce que parce que ces derniers sont aussi insatisfaisants.

Une première entrevue provoquée montre un désir de rompre la solitude : chaque individu touché en avait fait part à ses copains qui vinrent aussi. Une seconde entrevue prévue par un groupe restreint qui s'était plus ou moins reconnu donne le même résultat : chacun avait encore invité des proches, d'où de nouvelles discontinuités dans les discours.

Il est évident que ce processus parcellaire peut déjà préfigurer ce que pourront être d'éventuelles confrontations, par rapport aux processus organisationnels actuels. D'une part il n'y a pas à se faire d'illusions sur ces éventuelles assemblées (sont concernés, sauf erreur : le Conseil de Nantes, I.C.O., A.E.I.S., Archinoir groupes autonomes et ceux qu'on ignore, faute de communications, etc...), mais d'un autre côté, il nous faut aussi nous donner les moyens techniques ou autres de ne pas nous y emmerder (bouffer, boire, baiser, se marier... ça compte aussi).

QUE PEUT-ETRE UN PROCESSUS ORGANISATIONNEL ?

Processus, car il n'est pas question d'une organisation circulaire et séduisante qui attirera les mouches à merde parce qu'on est les plus beaux, mais des réseaux enchevêtrés et organisés, multiples, multiformes, en toile d'araignée, s'infiltrant en ramifications tentaculaires. Ceci permettra le recoupement de divers groupes, n'ayant pas la même théorie, le croisement de divers individus et groupes différents, des rencontres passionnantes, en évitant les clivages idéologiques cons que l'on connaît fort bien depuis deux ans.

Etablir des bases révolutionnaires, connues par nous, et sur lesquelles on puisse compter pour des interventions politiques généralisées, mais aussi pour loger, nourrir et trouver du boulot à un copain qui débarque.

Il y aura encore pas mal de discours ennuyeux dans les clarifications à venir, mais on y rigolera aussi.

Discussion au sujet de l'éditorial « QUELQUES REFLEXIONS »

(I.C.O. N° 94 - Juin 70)

d'un camarade de Paris (juin 70)

Je suis d'accord avec la critique des positions de la G.P. sur la violence et le pouvoir dans son rapport au « fusil ». Et je me demande s'il ne serait pas intéressant, pour une critique plus approfondie, de rechercher dans l'usage qui en est fait par eux le contenu idéologique réel du terme pouvoir (de qui, sur qui et pour quoi), car c'est dans cette direction que tu vas quand tu mentionnes les cas de la Russie et de la Chine, deux exemples d'instauration d'un capitalisme d'Etat. La démonstration que tu fais de l'insuffisance de la formule (le pouvoir est au bout du fusil) est convaincante, même si j'ai trouvé, lors de la discussion à I.C.O., que l'exemple de l'O.A.S., particulier et en décalage par rapport aux autres, ne pouvait pas à coup sûr jouer le rôle de preuve à contrario que tu lui assignais. Peut-être que l'échec de certaines guerrillas en Amérique Latine aurait mieux rempli ce rôle, encore

que le cas de la Colombie, par exemple, ne soit pas décisif sur ce point. Mais l'exemple de l'O.A.S. est sans importance. Je remarquerai plutôt trois choses :

1) Toute ta critique part d'une analyse des attitudes des étudiants. La G.P. contesterait certainement pouvoir être réduite à cette catégorie, et il serait bon de pouvoir préciser dans quelle mesure, même faible, elle inclut des travailleurs. Il me semble qu'il faut de toutes façons souligner que le point de départ de tes réflexions c'est la situation des groupuscules dans le milieu universitaire.

2) Quant aux étudiants eux-mêmes, je suis moins sûr que toi que leur attitude dernière, après l'intérêt pour la lutte et l'illusion réformiste, soit finalement le dégoût et la conscience qu'ils n'auront pas accès aux

couches supérieures de la classe dominante. Pour ceux que je peux connaître, il y a de plus en plus : 1) indifférence à l'égard de l'agitation politique en milieu universitaire, mais pas à l'égard des examens, diplômes, etc... - 2) maintien dans des cas nombreux, et peut-être de plus en plus nombreux, d'une certaine dose d'illusion réformiste, sous l'influence de l'U.N.E.F. Renouveau - 3) ferme propos de s'insérer au niveau le plus élevé, et croyance en la possibilité de le faire même à travers les difficultés : ce qui explique que les examens et concours se déroulent dans le calme. Le retard de l'entrée dans le monde de la production, il s'agit pour beaucoup de le mettre à profit.

3) Il me semble que ton propos n'était pas seulement de critiquer la formule « le pouvoir est au bout du fusil », mais aussi la réponse que la G.P., entre autres, prétend apporter à la question que faire (p. 7) des militants ayant dépassé le stade a ou b - et que ta réponse est : le changement de mentalité est fondamental, ce qui y contribue avant tout c'est la réflexion théorique montrant que la société peut être maîtrisée dans son organisation, toute action révolutionnaire passe donc par la réflexion théorique qui doit prendre des formes multiples, il s'agit donc de se faire l'écho d'un ensemble de réflexions et de pratiques d'individus et de groupes ; quant à la forme de ces groupes, leur organisation, elle n'a pas à être prédéterminée, à la limite on n'en parlera pas, ou seulement « après ».

Il y a donc au moins une tendance nette à séparer la réflexion sur l'organisation de la société future et la « forme » ou l'organisation des groupes qui s'y livrent, et donc leur pratique. Or,

— le passage du producteur à la troisième phase ne dépend pas seulement, sur le plan idéologique, de ce qui est disponible dans le champ idéologique, sous for-

me théorique, et concernant l'organisation de la production et de la distribution, mais aussi de sa capacité à saisir le sens des pratiques dominantes dans la société actuelle, y compris les siennes propres, dans leur relation à son désir. Des pratiques *autres* peuvent être ici révélatrices (je ne dis pas exemplaires ou anticipantes) ; il est donc juste de dire qu'il faut se faire l'écho de réflexions et de *pratiques* - celles qui sont le négatif de la société actuelle, comme cela a été écrit (dans I.C.O.) (et je ne pense pas seulement aux grèves sauvages).

— si cela est vrai, cela implique que l'on confronte aussi les formes d'organisation des groupes divers et multiples (même si elles n'ont aucun rapport avec la production et la distribution futures), *il faut donc en parler*, et d'abord que les groupes en questions eux-mêmes en parlent, faire ressortir leur apport positif sans se contenter de reconnaître leur nécessaire diversité, et cela entraîne aussi que tel ou tel groupe ne soit pas « réduit » à une position théorique (conseils ouvriers, automation imaginaire) juste ou « erronée » comme dit Mao ; il y a aussi les actions ponctuelles (que tu mentionnes) et les pratiques quotidiennes, les rapports et modes de vie différents ; si ces pratiques ne font pas l'objet d'une confrontation, il ne sert plus à grand chose de dire : « que mille groupes fleurissent... ».

Bref, l'impression que fait naître la fin de ton texte est que l'intérêt principal de toutes les confrontations est essentiellement de nourrir la réflexion théorique ; or, d'autres voies, ou pratiques, peuvent également contribuer à la prise de conscience ; et la réflexion et l'action qui font l'originalité et l'intérêt des groupes multiples ne semblent pas pouvoir être séparées. A défaut de cela, la référence (rituelle désormais) à leur multiplicité prend un aspect quelque peu formel.

d'un autre camarade de Paris - Quelques contre-réflexions (juillet 70)

L'analyse que tu fais de ce qui se passe depuis quelques années dans les pays fortement industrialisés, peut sembler correcte. Cependant, il est impossible de l'accepter dans sa totalité sans remarquer les contradictions et les incohérences qu'elle renferme. Ce n'est pas l'existence de contradictions et d'incohérences qui, par principe, sont choquantes, mais elles reflètent la difficulté que nous avons tous à abandonner les schémas traditionnels, « rationnels », reflets d'une idéologie qui imprègne toute la société, y compris ceux qui veulent, par la révolution, la détruire.

L'exemple le plus frappant en est la description du mouvement révolutionnaire par la théorie des *trois phases*. Ce genre de théorie paraît, à première vue, séduisante ; en réalité elle n'est que rassurante, rassurante pour ceux qui veulent diriger le mouvement en leurs fournissant une boussole, comme on dit dans le jargon marxiste, rassurante pour ceux que l'on veut diriger dans le mouvement. La théorie des trois phases est une forme épurée des théories léninistes et trotskistes dont l'origine est chez Marx, sur les conditions objectives de la révolution. Cette façon de voir les transformations de la société plait beaucoup à ceux qui, dans le fond, ne pensent qu'à une modification technocratique de la société, soit en restant dans un cadre bourgeois, soit dans une société socialiste (1). Si tous ces schémas n'étaient qu'une façon de voir, il n'y aurait pas trop de danger à les utiliser, mais ils se présentent comme des lois naturelles, scientifiques ; leur caractère divin est soigneusement camouflé par les grands prêtres de la rénovation qui, sans aucun scrupule, utilisent l'idéologie technocratique des classes dominantes pour s'imposer dans les masses. Toutes ces théories objectives

correspondent à une conception « rationnelle » du mouvement social. Le divin ne faisait plus salle comble depuis quelques siècles, il a bien fallu trouver autre chose : la rationalité et le savoir sont arrivés à temps pour attirer la clientèle. Les écoles, les lycées, la famille, l'armée, l'usine, l'université, préparent chacun d'entre nous à être aveugle vis à vis de l'ambiguïté du « savoir » ou de la « raison », ce qui permet de nous manipuler facilement. Qui décidera que les conditions objectives sont là, ou que la société a atteint sa troisième phase ? Comme depuis Lénine nous n'avons plus de pape, on se rabattra sur le collège des grands prêtres ou si l'on est plus large d'esprit sur l'ensemble du bas clergé. Fort heureusement les crises révolutionnaires n'attendent aucune autorisation pour se déclencher. Elles ne sont jamais précédées d'une analyse correcte ; ce qu'on peut à la rigueur prédire c'est le genre de récupération dont elles sont suivies. Les analyses sont toujours faites après coup, par ceux qui ont récupéré le mouvement ou par ceux qui ont échoué dans leur tentative de récupération. Le désir des révolutionnaires de vouloir rationaliser la révolution est aussi futile et ridicule que celui de la C.I.A. qui dépense des sommes fabuleuses dans les universités américaines pour que les érudits de l'histoire puissent leur prédire l'arrivée de la révolution. Il n'y avait aucune rationalité chez ceux qui prenaient la Bastille ou chez les blanchisseuses qui envahissaient la Convention pour faire échec à Robespierre, seulement une aspiration profonde, un rêve qui d'un seul coup se vivaient intensément et collectivement chez des gens pour qui l'oppression devenait soudainement intolérable. Mais chez eux, la rationalité n'avait pas disparu, elle n'était qu'assoupie pour quelques jours, les détenteurs du « savoir » révolutionnaire, ou les contre-révolutionnaires (il n'y a pas beaucoup de différence finalement entre ces deux catégories) n'avaient qu'à attendre la fin de l'orage et récupérer pour leur propre compte le mouvement populaire. 1917 montre un scénario identique avec Lénine comme vedette.

(1) Il serait temps de laisser le mot socialiste à ceux qui l'ont pourri. A quoi bon continuer à utiliser ce mot qui a perdu tout le sens, tout le rêve qu'il contenait il y a un siècle. Le mot libertaire, qui lui n'a pas été contaminé, pourrait très bien convenir.

Un autre souci quasi permanent chez les révolutionnaires les conduit à chercher (donc proposer) des structures ou des schémas valables pour la future société. Cette préoccupation est néfaste. Il faut habituer les opprimés à penser que leur libération ne passe pas par des schémas établis à l'avance, mais par un mouvement où eux seuls décideront où ils veulent aller. Vouloir que le peuple se libère en le conditionnant comme l'ouvrier à la chaîne remplissant le schéma abstrait des gestionnaires de l'entreprise, c'est vouer à l'échec tout mouvement futur. Evidemment il n'est pas facile d'adopter ce point de vue qui ne fait pas sa place à l'objectivité. L'échec systématique des guides et théoriciens du mouvement révolutionnaire dans la libération des peuples, peut être considéré comme une raison suffisamment objective d'abandonner le point de vue traditionnel des « savants ».

D'autre part, même s'il était souhaitable de posséder tout de suite des schémas pour la société future, il est absolument impossible d'en trouver qui soient satisfaisants. En effet, la technologie, dans notre société, s'est développée comme un chancre ; les oppresseurs qui sont les maîtres d'œuvre de cette technologie, nous corrompent chaque jour un peu plus ; nos désirs sont frelatés afin de maintenir leur oppression, mieux de nous pousser à la réclamer. Nos habits ne servent pas à nous protéger mais à maintenir des patrons qui font travailler des ouvriers, nos voitures ne servent pas à « voyager » mais à échapper à la pourriture des villes, la concentration dans les villes ne favorise pas la communication entre les personnes mais justifie les énormes usines d'automobiles et finalement le chancre industriel de notre société, notre devoir d'information justifie les raffinements de l'électronique moderne. Tout ce que Marx a pu trouver, après un gigantesque travail d'analyse et de réflexion, c'est de nous proposer une société où ce chancre pourra se développer encore plus rapidement. Il ne s'agit pas, face à cet échec notoire, de renoncer à toute technologie et revenir à une société de « bons sauvages », mais de comprendre pourquoi la technique s'est développée de cette façon, comment elle est utilisée objectivement et subjectivement pour justifier la division du travail, la hiérarchie des fonctions et finalement l'oppression par une élite. La référence à des sociétés primitives où cette hiérarchie n'existe pas n'est pas faite pour proposer un nouveau schéma mais pour montrer que la hiérarchie n'est pas une loi absolue du genre humain. Le mouvement révolutionnaire doit seulement être convaincu qu'une société libertaire est possible, qu'il n'y a pas de loi fondamentale qui s'y oppose. La forme de cette société devra évidemment tenir compte de la technologie possible sans considérer a priori qu'elle devra préserver toute la technologie existante. Il est impossible, dans l'état de dépendance idéologique où la société se trouve, y compris la partie révolutionnaire de cette société, d'imaginer ce que pourrait être une société débarrassée de l'idéologie que déversent en permanence et sous toutes ses formes les technocrates. Tout ce que nous pouvons faire sera présenté d'une façon méprisante comme

utopique. Il faut revaloriser l'utopie au lieu de présenter les expériences non syndicales vécues dans certaines usines (ralentissement des cadences organisé par les ouvriers eux-mêmes) comme une préfiguration du futur. Par contre, il faut développer à fond leur caractère anti-idéologique.

A partir de ce point de vue, il est possible de se rendre compte de ce qui est important en ce moment.

Il est évident qu'un changement de société passe par un changement des relations économiques. Le point le plus chaud de la lutte économique des classes, le plus important, est la destruction de la propriété privée des moyens de production. Cette lutte ne peut être stoppée, elle correspond pratiquement à une loi naturelle. Ce à quoi il faut veiller c'est que des organisations politiques ou syndicales ne freinent pas cette lutte. Par contre, si ces luttes de classe ne sont pas accompagnées d'une violente lutte idéologique, il est quasi certain qu'elles déboucheront, dans le meilleur des cas, sur une récupération totale par un groupe social privilégié. Comment les intellectuels et les éléments révolutionnaires des professions privilégiées (enseignants, médecins, ingénieurs, chercheurs, etc...) peuvent-ils intervenir dans les luttes ? Si la conscience de leur complicité vis à vis du pouvoir, les conduit uniquement à une admiration béate de la violence dans les usines ou même à une participation à ces violences, leur contribution au mouvement restera très faible. Ils ne résolvent qu'un problème moral individuel, ce qui est de peu d'importance.

La libération idéologique des ouvriers, et d'une façon générale du peuple, doit s'effectuer par les ouvriers et le peuple lui-même par une prise de conscience, non seulement de leur oppression, mais aussi et surtout des mécanismes qu'utilisent les oppresseurs pour les opprimer. C'est dans ce processus que les éléments révolutionnaires des professions privilégiées ont un rôle essentiel à jouer. Ils sont dans la situation intéressante où ils vivent la contradiction oppresseur-opprimé, oppresseur vis à vis du peuple, opprimé vis à vis du pouvoir. L'analyse précise de la situation et l'action qui doit en résulter, doivent permettre à tout le monde de prendre conscience des pièges que l'évolution sociale que l'on dit normale est en train de tendre au mouvement révolutionnaire. Cela ils peuvent le faire en vivant jusqu'au bout cette contradiction sans empêcher le développement en eux-mêmes des conflits qui en résultent, conflits qui doivent s'extérioriser dans leur action quotidienne sur le lieu même où ils sont opprimés et oppresseurs. Ils ne résolvent pas leur contradiction fondamentale en agissant d'une façon paternaliste vis à vis du peuple, comme théoriciens du mouvement ou en quittant leur fonction pour se fondre dans le peuple. Si la lutte des classes est une taupe qui mine la société, il faut aussi penser à préparer quelques bonnes fissures qui assureront l'effondrement total de l'édifice. Et là il y a un travail considérable et urgent à faire.

Discussion à travers la correspondance

d'un camarade français au Canada (14-8-70)

J'éprouve le besoin de vous communiquer mon point de vue dans le débat qui anime I.C.O. Il existe donc deux tendances que je trouve résumées en quelques lignes à la page 22 (rubrique « des camarades et des groupes, n° 93). Ce camarade écrit : « A l'origine d'I.C.O. l'ouverture se faisait essentiellement vers les camarades travaillant dans les entreprises pour qu'ils parlent de leurs luttes, de leurs expériences, de l'exploitation et qu'ils abordent les problèmes théoriques à travers celles-ci. Peu à peu le débat s'est élargi, et après Mai 68, l'essentiel de la correspondance touche des problèmes

qui ne sont pas liés directement aux luttes des travailleurs, mais qui touchent la finalité des luttes et l'organisation d'un monde nouveau ».

Je trouve des précisions également à la page 31 du même numéro : « I.C.O. se trouve dans un équilibre assez précaire qui peut être ainsi défini... ».

Le camarade qui pose le problème y oppose « les camarades du groupe de Paris » à ceux « qui utilisent I.C.O. comme un boîte aux lettres ».

Personnellement, il me semble distinguer deux VOIX dans I.C.O. : la voix des groupes et la voix des individus. La première s'exprime dans des analyses qui font les éditoriaux des derniers numéros, analyses générales d'une situation donnée ; la seconde s'exprime dans des textes ou de simples lettres où des individus relatent leurs expériences concrètes et tentent parfois de les théoriser. Souvent ce dernier courant apparaît incohérent aux stratégies chevronnées de la lutte des classes qui raisonnent dans leurs analyses magistrales (un peu comme les cours) à partir de concepts fabriqués pour les besoins de la cause, mais très peu par une prise directe avec les réalités et les hommes qui ne sont, il est vrai, révolutionnaires que par exception.

A mon avis, entendre à défaut d'écouter, la voix DES INDIVIDUS, c'est terriblement important. Même si leurs expériences se situent en dehors et ne corroborent pas les analyses des stratégies.

Chaque moment de la vie quotidienne des prolétaires est contrôlé et conditionné par le mode de production capitaliste : l'usine, le week-end, le tiercé, les vacances organisées, la télé, les objets, la culture, la famille, l'école, la retraite, etc... Toute TENTATIVE consciente de briser ce long temps mort qu'est la vie réifiée doit être prise en considération par qui que se soit qui prétend à l'information révolutionnaire, à quelque NIVEAU que se situe cette TENTATIVE.

Il est vrai que c'est l'économie, donc ce qui se passe dans les usines où se décide l'économie, qui est le lieu par exemple où se joue le sort du prolétariat et de la société entière. Mais c'est le lieu aussi où les flics sont les plus nombreux : le patron, le syndicaliste, le contremaître, le faillot et la machine. Aussi il convient de ne pas préjuger de la conscience révolutionnaire d'un ouvrier mythique et tomber implicitement dans ce qui ne serait qu'une « messe perpétuelle » au concept « la classe ouvrière ». Rester dans l'usine si c'est pour s'y faire chier ou ne rien foutre ne m'apparaît pas comme une nécessité et un principe intangible. Je trouve bon (comme je l'ai fait moi-même) que de plus en plus de mecs prennent le large des usines et essaient de porter la lutte sur d'autres terrains de la vie quotidienne. Ce qu'ils font pendant ce temps de marginalité relative dépend évidemment de leurs propres facultés de subversion... Il ne s'agira là d'ailleurs que d'une marginalité temporaire, car dans presque tous les cas, il faut bien retourner sur les lieux de production. Cette marginalité n'est donc qu'un MOMENT de la condition prolétarienne. Peut-être et vraisemblablement ces expériences aboutiront à un véritable acquis révolutionnaire. J'estime que nier dans les actes certains moments de la réification, littéralement : IL FAUT LE FAIRE !

d'un camarade de Lyon (8-70)

Je me suis payé la lecture des 6 derniers numéros d'I.C.O. pendant les vacances. Se pose le problème de réplique à chaque numéro. Je veux dire que l'ouvrier lisant un exemplaire d'I.C.O. a, à chaque fois des remarques à faire, des explications à demander, des critiques, etc... et en général on ne peut le faire qu'au moyen de lettres ; or, il faut avoir le temps d'écrire

Refuser les colonnes d'I.C.O. à ceux-là, c'est passer sous silence un aspect de la lutte de classes qui n'est certainement pas le moins important, même si on ne voit pas encore maintenant toutes les potentialités réelles de ce mouvement.

Discuter de « la finalité des luttes et de l'organisation d'un monde nouveau » me semble essentiel. Il faut QUAND MEME pouvoir répondre à ceux qui disent : « Mais qu'est-ce que ce sera, APRES ? » Même si cette question est stupide, bien sûr. Les camarades qui osent aborder ces problèmes font donc un travail qui doit être publié.

Je ne veux pas discuter l'intérêt qu'il y a à diffuser les informations sur les boîtes, mais je voudrais que ces informations s'en tiennent à ce qui survient de NOUVEAU dans ces luttes. Je m'interroge beaucoup sur le fait de savoir si toutes les grèves actuelles appartiennent à cette catégorie ; sans doute, il s'agit d'une longue maturation. Il reste que s'en tenir à la seule et stricte relation de ces grèves, fussent-elles sauvages, et elles le sont de plus en plus, enlèverait à mon avis une large part de ce qui fait l'intérêt d'I.C.O.

En définitive, l'afflux de textes venant de camarades (et il ne peut pas s'agir là que d'étudiants) qui considèrent que la lutte se place plus sur un plan global que sur le terrain TRADITIONNEL (page 31, n° 93) de la lutte de classes dans les entreprises, m'apparaît comme un signe de la progression objective de la conscience révolutionnaire. Nier ce phénomène, c'est d'abord vouloir ignorer ce qui s'oppose « à la tradition », c'est refuser l'analyse, c'est donc un peu mourir. Je ne pense pas heureusement qu'I.C.O. en soit là.

Il est clair qu'un bulletin comme I.C.O. ne peut rester inchangé, fixiste dans son contenu comme dans sa forme.

Pour les problèmes pratiques, peut-être serait-il nécessaire d'envisager une périodicité plus large et plus souple que la périodicité mensuelle ? La périodicité fixe, c'est un carcan. Alors le bulletin pourrait paraître environ tous les deux mois, en fonction de la fatigue des camarades et des informations. Les problèmes financiers doivent être résolus par la participation lucide de tous les camarades. A ce propos, je ne peux mieux m'exprimer qu'en souscrivant totalement à ce que dit un camarade (n° 94, p. 30 : *qu'on ne me dise pas que le prix est un obstacle à la diffusion, lorsque n'importe quelle saloperie se vend à des prix doubles ou triples, alors que de toute façon les lecteurs sérieux d'I.C.O., ne choisiront pas sur quelques francs et qu'ils sont capables d'envoyer des mandats à deux zéros à des camarades en lutte* »).

(avec tout ce que cela veut dire : calme, disponibilité, etc...). Je veux dire que le droit de répondre dans I.C.O. est réservé à ceux qui ont le « temps », donc principalement aux intellectuels. Ceci n'est pas la faute d'I.C.O., mais de la société pourrie dans laquelle nous vivons. Comment y pallier ? Par une systématisation de regroupements locaux ?

d'un camarade de la région parisienne (8-70)

« Suite au dernier I.C.O. et à la situation guère affriolante où nous nous trouvons, je vous fait part de quelques réflexions qui, si elles ne permettent pas de résoudre le problème, contribueront peut-être à alimenter le débat.

1) LA CAISSE EST VIDE : emmerdant. Si je peux donner plus de 50 F par mois, je le ferai ; c'est tout ce que je vois à ma mesure dans l'immédiat.

2) LES DEUX TENDANCES D'I.C.O. : elles me semblent extrêmement salutaires et indissociables. La « critique de la vie quotidienne » fait pour moi partie intégrante de la lutte de classe. Je pense notamment avec REICH que la structure de base du système capitaliste c'est la famille. C'est elle qui perpétue l'idéologie fondée sur le respect de l'autorité (celle des parents, puis celle des petits chefs, de l'armée, etc...) et de la propriété. C'est l'école de dressage, donc de fascisme. Et

il ne saurait y avoir dans le cadre actuel davantage de « bons parents » que de « bons patrons ». C'est également le point de départ de la socialisation du travail, etc... Bref, je renvoie les copains à REICH.

Il faut lutter contre tout ce qui est imposé en fonction des impératifs du système. Sans ça, le mot d'ordre « d'auto-gestion » risque fort de rester lettre morte et une révolution qui ne remet pas fondamentalement en cause le principe d'autorité a toutes chances de secréter un nouveau bolchevisme.

Il n'y a pas à être timoré ni à préserver « tactiquement » quelque chose des anciens dieux. Ou la révolution sera à la fois économique, sexuelle, idéologique, psychologique, et bien sûr, internationale, ou elle ne sera pas.

Et il suffit de suivre un peu les grèves qui ont lieu depuis quelques temps pour voir qu'il y a dans les revendications des exigences de changement qualitatif, de changement de vie, une remise en cause plus ou moins globale du carcan qui nous asphyxie, nous empêche d'échanger, de vivre.

J'ai été enchantée de pouvoir découvrir grâce à I.C.O. aussi bien la grève des mineurs du LIMBOURG que le texte de « Palais-Royal Service ». Je trouverais vraiment con qu'I.C.O. s'ampute de l'une ou l'autre tendance. Ceci étant, bien sûr que ça pose des problèmes pratiques, mais pour moi ils ne se posent pas au niveau du choix entre les deux tendances.

Ne pourrait-on pas décentraliser I.C.O. ? Puisque certains camarades sont davantage branchés sur l'aspect plus économique-politique, on pourrait peut-être relier davantage ceux qui sont tentés de mettre l'accent plus spécialement sur l'aspect politico-« culturel », et ceux-là pourraient voir ensemble ce qu'ils ont envie de faire, sinon dans le canard déjà saturé, du moins avec I.C.O.

Est-ce qu'on ne pourrait pas prévoir par exemple un supplément périodique ronéoté, plus particulièrement consacré à ces problèmes de « décolonisation de la vie quotidienne » et où les copains intéressés pourraient exprimer leur propre expérience de l'oppression quotidienne et leurs propres recherches (je pense notamment aux expériences de vie communautaire) ?

d'un camarade de l'Essonne (1-9-70)

Voilà environ quatre ans que je lis I.C.O. régulièrement, et j'ai jusqu'à présent suivi ses difficultés avec un certain recul, en essayant de savoir quelles en étaient les origines et les causes.

Mais j'en suis arrivé au point où j'ai du mal à suivre les données exactes du problème :

Que le problème financier soit le plus important, j'en suis bien d'accord, surtout depuis qu'I.C.O. paraît imprimé. Mais, il me semble que si certains lecteurs-consommateurs qui lisent I.C.O. comme on lit France-Soir ou Le Monde, se faisaient plus souvent secouer les pupes à propos de leur abonnement, le fric serait peut-être un peu plus important. Je ne crois pas que 15 F puissent gréver un budget, ne serait-il que celui d'un étudiant.

Mais, au-delà du problème financier, il y a toute la redéfinition d'I.C.O. ; car il s'agit véritablement d'une redéfinition ; et de ce que doit être I.C.O. dans la lutte quotidienne pour chacun des camarades qui y participent.

Mais ce problème de définition se situe à plusieurs niveaux.

Tous ceux qui lisent I.C.O. ne sont hélas pas tous des militants, mais se cantonnent dans un suivisme mensuel ou se contentent d'écrire des bafouilles qui n'ont d'intérêt que pour eux dans la mesure où ils y posent

Il y a eu en mai 68 comme une épopée fantastique dont peu à peu la plupart des participants ont perdu la trace dans leur vie quotidienne. Ils ont communiqué alors, ils ont maintenant le sentiment d'avoir perdu cette communication, d'avoir été à nouveau bouffés par le quotidien.

Où ? Comment ? Pourquoi ? Ce sont des questions qui méritent d'être posées il me semble.

Je crois plus important que jamais aujourd'hui que chacun puisse être informé de la manière dont chacun vit, ressent, subit au niveau de son existence pratique le système d'exploitation actuel, des questions qu'il se pose, des débuts de réponse qu'il y apporte, des recherches et des luttes entreprises.

Il faut ouvrir les communications au niveau du vécu le plus apparemment singulier et individuel, lutter contre l'atomisation des rapports qui fait que chacun se croit seul, aux prises avec des problèmes spécifiques.

Donner la parole aux exploités ce n'est pas seulement (bien qu'il se soit CAPITAL) populariser leurs grèves, moments « épiques » (plus ou moins réussis, mais c'est aussi leur donner l'occasion de parler d'eux, de réfléchir sur leurs rapports aux autres, de saisir à travers d'autres expériences similaires où et comment le système pèse sur leurs actes, leur comportement, leurs attitudes, et comment la plupart de leurs actes « banals » sont manipulés par l'idéologie régnante, au profit de leurs ennemis de classe.

Voici quelques réflexions un peu décousues peut-être...

P.S. — Il ne s'agit surtout pas dans mon idée d'atomiser I.C.O., mais bien au contraire de relier les deux faces d'un même combat, de faire cesser le divorce soigneusement entretenu entre « vie privée » et vie militante. Nous sommes exploités, non seulement sur notre lieu de travail, mais à chaque moment de notre activité, et notre colonisation touche tous les secteurs de notre activité.

La lutte de classe doit être menée partout, et les mécanismes de domination de la bourgeoisie doivent être partout mis à nu. En fait de « tendances inconciliables » il n'y a que deux visages du même combat, je souhaite vivement qu'I.C.O. soit le lieu d'une telle synthèse ».

des problèmes inhérents à leur personne et qu'ils sont les seuls à pouvoir résoudre.

Ceux-là mis à part, il y a les autres : c'est-à-dire ceux qui font qu'I.C.O. est ce qu'il est.

Mais ceux-là qui sont-ils ?

Je ne parle pas de leur anonymat, mais de leur situation : par exemple on parle des Camarades de Paris, de ceux de Province, et aussi des camarades qui travaillent plus ou moins en liaison avec un groupe quel qu'il soit d'ailleurs, et enfin on parle des nouveaux venus et même des marginaux.

Alors, en toute simplicité, je pose la question : Comment marche I.C.O. ?

Mais le point crucial reste sans réponse : A quoi doit servir I.C.O. ?

En ce qui me concerne, je rejette tout de suite l'idée « d'I.C.O. boîte aux lettres ». Pour ma part, I.C.O. devrait avoir au moins trois fonctions :

1) Contribuer à décrire et à analyser les faits et les luttes dans les entreprises grâce aux camarades qui y militent. Bien entendu la même chose serait possible en ce qui concerne les luttes au niveau étudiant. Ce premier rôle aurait ainsi l'avantage de mettre en évidence les diverses tactiques staliniennes et cégétistes (ou autres) dans les diverses luttes, car ces gens sont aussi hostiles à une libération ouvrière que les gens

de droite. De plus, comme c'est déjà fait, l'analyse des luttes s'étendrait à des entreprises étrangères et non seulement en France.

2) Ensuite, faire connaître chaque lutte importante ou originale menée par des groupes sur un plan local ; une ville, un magasin ou un quartier. Par expérience, je sais que ce travail, qui semble souvent ingrat et inutile, permet de prendre conscience exactement des difficultés que représente une lutte de classe hors des lieux de travail, tel l'usine, le bureau ou la fac. Le travail qui incomberait alors à chaque groupe serait de pouvoir analyser objectivement son action et son travail, même lorsqu'il s'agit d'un échec. Cette diffusion d'expérience « groupusculaire » aurait l'avantage de mettre en contact divers groupes et même parfois de révéler l'existence d'un groupe à des camarades isolés. Bien entendu, par action et expérience, j'entends aus-

si le fait de pouvoir soulever une discussion à propos des difficultés internes, comme par exemple en ce qui concerne un problème souvent posé au sein des groupes : l'action et la réflexion.

3) Enfin, la publication de discussions, ou d'analyses qui se situeraient sur un plan plus général, et qui auraient l'avantage d'intéresser tout le monde, je pense plus particulièrement ici à ce qui est souvent appelé dans I.C.O. « quelques réflexions » ou à des sujets comme « la lutte de classe en France »... Je ne puis hélas développer plus avant ce troisième point, car je me heurterais bientôt au délicat problème idéologique : à savoir, si chacun quelque soit son idéologie peut s'exprimer dans le bulletin, comment I.C.O., en tant que regroupement de gens qui ont un engagement politique, pourra conserver sa cohésion et se mettre à l'abri des ruptures idéologiques.

d'un camarade de Roubaix (7-70)

« Je vous remercie pour la « petite annonce » sur les lycéens. Nous espérons qu'elle portera ses fruits ; d'autant plus qu'un groupement national pourrait s'amorcer prochainement avec divers groupes. Si c'est possible, j'aimerais apporter ma petite contribution au débat sur le « mouvement révolutionnaire » et plus précisément l'article d'Archinoir (I.C.O. 91 à 93).

Cette « analyse » de la lutte des classe part de désirs quotidiens, des « désirs réels des individus » (...) « désirs venant de leur être social, de leur vie quotidienne ». Les interventions révolutionnaires ne pourraient se former qu'à partir de ces désirs « et non d'après des analyses ou un programme quelconque. Cette « analyse » d'Archinoir refuse de laisser son désir immédiat se transformer en un désir médiatisé par la connaissance (théorie, d'où « analyse » et « programme »). Cette « analyse » refuse « l'analyse » et « le programme », c'est-à-dire la connaissance médiatrice du désir. Elle est un appel au désir immédiat. Et l'analyse se fait humble servante de ce désir, elle n'est plus connaissance, mais seulement technique spécialisée, « l'analyse doit être technique, c'est-à-dire uniquement aider le désir à se réaliser. Or, le désir central est le désir « de ne plus bosser ». Etudiants, radicaux, et jeunes prolos, vont donc suivre la tactique d'Archinoir et lutter pour ne plus bosser... tout de suite. D'où : sabotage du temps de travail, grèves sauvages, « pour aller à la pêche, pour baiser, pour aller voir des copains, pour boire un canon ». La tactique d'Archinoir est donc un appel à la fuite hors du lieu de travail, à la « désertion », au marginalisme...

Mais non ! De l'aveu même d'Archinoir, cette tactique doit « s'allier à la lutte dans l'usine, étant la base et le fondement d'un organisation du mouvement révolutionnaire ouvrier ». Ces braves révolutionnaires, après avoir pêché, baisé, et bu leur canon, peuvent tranquillement « repartir dans les usines et les facs comme une gangrène ». Donc, toujours mûs par le « désir de ne plus bosser », les voilà qui retournent se faire chier après quelques moments de vraie vie ! De même les très bourgeoises vacances permettent aux travailleurs de retourner au boulot d'un cœur allègre après s'être bien reposés.

Si les « théoriciens » d'Archinoir étaient plus conséquents avec eux-mêmes, ils prôneraient sans réserve le marginalisme, la « désertion » totale, comme le camarade « renégat d'une boîte d'ingénieurs » (I.C.O. 93, p. 6-7). Celui-ci remarque d'ailleurs que « à partir de son désir de s'arrêter de bosser temporairement, le jeune travailleur devient marginal ».

On ne critiquera jamais assez le mythe du « marginal ». On ne répétera jamais assez que la révolution

sociale dépend absolument de la classe qui constitue la base humaine du processus de production, c'est-à-dire de la classe ouvrière, du prolétariat « central », bref des travailleurs en tant qu'ils sont des travailleurs. Au mieux les marginaux ne sont que les alliés du prolétariat central ; au pire, ils tendent à se poser en « nouveau sujet historique » face à la « classe ouvrière embourgeoisée » (cf. Marcuse), voire en révoltés professionnels en spécialistes de la subversion. Je veux bien croire que les marginaux subissent une répression féroce de la part du Pouvoir : mais c'est bien parce qu'ils sont des marginaux, parce qu'ils ne contribuent pas de façon importante à la productivité du capitalisme ; et l'extermination (style Hitler) ou de la rééducation (style Mao) des couches marginales n'affecterait en rien cette productivité ! De même les révoltes des marginaux, isolées dans l'espace et dans le temps, sont vouées à l'échec, n'ayant aucune prise sur les forces productrices. Le marginal peut bien être le plus révolté, mais il est aussi le plus impuissant. A mesure qu'il s'éloigne du prolétariat central, le comble de la révolte rejoint le comble de l'impuissance...

Partir des désirs immédiats pour élaborer une intervention révolutionnaire, c'est enfermer le mouvement dans d'insurmontables contradictions (je ne veux pas travailler et je retourne travailler pour mieux lutter contre le travail, etc, etc...), c'est l'entraîner sur des voies de garage, vers des milliers d'insurrections locales et parcellaires, et souvent individuelles. De même que le Pouvoir tolère les bohémiens, beatniks, hippies, et autres *individus* marginaux, de même il tolère les révoltes *marginales* et isolées. L'intolérable serait un mouvement général du prolétariat s'auto-organisant en vue d'organiser l'auto-gestion généralisée.

Les erreurs d'Archinoir :

— A : même si les désirs quotidiens (comme « ne plus bosser ») sont vraiment issus de la situation d'exploitation, sans être déformés par le conditionnement idéologique, il reste à voir si de tels désirs entrent en contradiction avec le système capitaliste. Je crois plutôt que le système arrive très bien à neutraliser ces désirs, tout en les assouvissant (à Katmandou on ne bosse plus, l'ancien prolo devenu bureaucrate syndical ne bosse plus, etc...). C'est un peu ce que disait le camarade de Nancy (I.C.O. n° 93).

— B : le lycée, la fac, l'usine, ne seront détruits et dépassés que dans l'auto-gestion généralisée. En attendant, restons-y ! Laissons la connaissance (théorie) médiatiser le désir. « La critique qui va au-delà du spectacle doit savoir attendre » (Debord). En somme Archinoir confond la tactique immédiate et la stratégie...

CONCLUSION :

- le désir de vivre intensément favorisera l'auto-organisation des masses
- sur les bases d'une critique de la survie quotidienne
- dans le sens de la réalisation de tous nos désirs
- pour et par la révolution sociale, le pouvoir international des conseils des travailleurs.

N.B. — Qu'on ne me fasse pas dire ce que je n'ai pas dit. Je ne suis pas un adorateur du Dieu travail. Rester dans les boîtes, les facs et les bahuts, pour y continuer le combat, c'est encore le sabotage le plus efficace du travail ».

d'un camarade de Bordeaux (7-70)

Sur le problème de l'organisation et la recherche de nouveaux modes d'action.

Depuis mai 68, les actions des révolutionnaires peuvent être classées d'après leur position dans la géographie sociale

- dans les usines : grèves sauvages ou officielles,
- dans les facultés : les activités groupusculaires habituelles
- ailleurs.

Je n'envisagerai pas ici les premières. N'étant pas ouvrier, je ne suis pas *concerné* par ces actions *partielles*, quelque soit la sympathie que m'inspirent les grèves sauvages. Je n'envisagerai pas non plus les deuxièmes. La critique du misérable « mouvement étudiant » a été faite depuis longtemps, y compris dans ses aspects groupusculaires qui ne sont pas le moins misérables.

Ailleurs, les actions entreprises par la Gauche Prolétarienne : Fauchon, procès Le Dantec, commissariats, La Rousselière... sont très intéressantes, car elles ont tenté beaucoup d'entre nous. Leur fiasco doit donc être analysé.

Fiasco ? Oui :

- 1) personne n'a suivi
- 2) la répression a frappé durement les militants de la G.P.

Personne n'ayant suivi, le gouvernement a récupéré très vite ces actions dans l'indifférence générale. C'est la preuve que ces actions étaient partielles (il n'est même pas question ici du manque de talent des exécutants).

Il me semble qu'actuellement, il faut porter la lutte ailleurs. Il y a un terrain particulièrement sensible, celui du travail (sensible pour l'individu, et pour la société). La satisfaction de besoins primaires : bouffe, logement, habillement, impose à ceux qui n'ont aucune ressource l'obligation de travailler.

Le problème est d'en faire le moins possible (et il ne s'agit pas ici de réclamer la réduction de la journée de travail à 7, ou 6 ou 5 heures).

Les actions devront répondre à plusieurs critères dont les trois premiers sont nécessaires :

- donner le moins de prise possible à la répression,
- être irrécupérables,
- être pour l'exécutant une occasion de VIVRE plus ; cela implique que ces actions seront de caractère ludique, seront un commencement de réalisation, etc... et exclueront toute séparation et donc tout militantisme, tout volontarisme.
- éventuellement avoir une valeur d'exemple pour les gens (donner envie d'en faire autant, les mettre face à leur misère).

Quiconque considère sa vie du point de vue de la totalité ne devrait guère avoir de peine à trouver le type d'action qui lui convient.

Travailler le moins possible présente des intérêts évidents du point de vue individuel :

- subsistance assurée,

- accroissement du temps libre, du point de vue des autres :
- démonstration de la possibilité de « vivre » avec une consommation réduite au minimum,
- démonstration que la vie se trouve ailleurs que dans le travail,
- valeur d'exemple : celui qui travaille peut faire beaucoup de choses que ne peuvent faire les autres parce qu'il a le temps, parce qu'il n'est pas abruti par une longue journée de travail, parce qu'il va adapter le temps mort du travail au lieu de s'y adapter.

Soyons ceux par qui le scandale arrive.

Comment réaliser cela ? (toute personne ayant d'autres idées à ce sujet est priée de les publier au plus vite).

Plusieurs moyens :

- prendre un emploi à plusieurs,
- prendre un emploi et démissionner au bout de peu de temps, remplacement par un copain, etc... Pendant ce temps on vit sur l'argent accumulé pendant le travail.
- absentéisme (tous les prétextes sont bons)
- congés de maladie ; nécessité de connaître des médecins acquis à nos idées.
- fomenter des arrêts de travail collectifs (grèves).

Cela a de plus l'intérêt de semer la pagaille à l'endroit où l'on bosse.

Evidemment, ne rien faire du tout est encore mieux. Il est temps de recenser systématiquement tous les moyens : vivre de bourses, de prêts d'honneur, escroquer la maison de vente à crédit, fabrication de bijoux, etc... Le spectacle d'individus ne travaillant pas, avec toutes les possibilités de vie que cela leur offre, contribue à rendre leur condition insupportable aux esclaves. Ce genre de propagande est infiniment plus efficace que la distribution de tracts, ou que l'attaque des commissariats (quelque soit le plaisir tout négatif d'ailleurs que l'on puisse y trouver).

Il devrait être possible de s'organiser. Beaucoup d'entre nous sont confrontés à ce problème et y font face individuellement d'où : manque d'efficacité, isolement, danger de récupération par la société, découragement, etc... Une organisation aurait donc l'intérêt de regrouper beaucoup d'entre nous sur les bases d'un intérêt commun très clair. Chacun serait à la fois moteur et bénéficiaire, que de danger de sclérose et de bureaucratisme.

En cas de crise, l'organisation serait déjà en place, et prête à se transformer, tout d'abord en organe de destruction du vieux monde, puis en modèle d'organisation du nouveau.

Autre qualité de l'organisation : elle serait homogène à son milieu, aussi homogène qu'un cancer dans un organisme vivant.

Ce genre d'action (le refus du travail) — je l'appellerai : action de pourrissement — me semble être la plus adaptée à la situation actuelle.

Il y a d'autres piliers de la société à pourrir : la famille. Vous en connaissez d'autres.

Pour la réunion de novembre

Plusieurs groupes (Clermont-Ferrand en particulier), à la suite du Conseil de Nantes, désirant faire une réunion nationale de coordination des différents groupes de l'ultra-gauche en France, et voulant poser le problème de l'organisation révolutionnaire (sur quelles bases ?)

Le groupe de Clermont proposant à I.C.O. que la Rencontre Nationale du Bessat soit une rencontre avec des tas d'autres groupes sur la base de la théorie des Conseils afin de..., etc....

D'autres propositions et envies de mener un débat (qui dépasse et inclue I.C.O.) s'étant déclarées, afin de mieux voir où on en est, de mieux saisir les tendances en contradiction, et surtout d'essayer de jeter les bases matérielles de liaisons plus « qu'informatiques », à trois nous avons pris sur nous (vu qu'I.C.O. ne voulait pas s'en charger, ce qui était logique) d'organiser cette rencontre dite « I.C.O. élargie » M. MONTESSE (ex. AEIS) A. AJAX (Valence) et J. BERIOU (Archinoir - Lyon).

La rencontre du Bessat, où rien de très décisif n'a pu être mis en débat, nous ayant confirmé dans ce sens, nous nous sommes réunis les Samedi et Dimanche 18 et 19 juillet, représentants de l'AEIS) d'Archinoir, du Havre, de Bruxelles).

Nous avons donc décidé que des camarades rédigeaient une circulaire à envoyer un peu partout en Fran-

ce, en Belgique et en Italie. Les réponses critiques, propositions, seraient réunies en un bulletin ronéoté envoyé début octobre à tous les gens intéressés et ayant répondu à la circulaire, avec la date et le lieu.

La circulaire a donc été faite à côté de Bordeaux fin juillet, mais malheureusement aucun d'entre nous, les signataires du présent texte, n'étaient là pour une rédaction, or si le fond de ce qui avait été décidé en commun d'être dit n'est pas changé, nous n'en approuvons ni le plan ni le style ironique-nique-nique (l'ironisme aussi chiant que le militantisme et sa justification réciproque) et surtout agressif (envers I.C.O. par ex.) qui empêche à l'avance tout non initié de savoir exactement de quoi il en retourne et qui bloque déjà des « sectes ».

Si certains sont déjà exclus du débat, merde alors !

Nous conservons donc notre signature mais proposons le texte suivant en plus, et avec.

OBJET : Réunion dite « I.C.O. élargie » (terminologie à supprimer).

MODALITES : Encore partiellement à fixer, seront communiquées à toute personne ayant répondu à cette circulaire et désirant y participer.

Certainement fin Octobre, début Novembre.

PROGRAMME PROPOSÉ :

I - Mise au clair des rapports existant actuellement entre les groupes et individus « zotonomes »

c'est-à-dire :

1) Qu'est-ce qu'un groupe autonome. Essayer de définir ça — Et comment peut-on définir une pratique autonome de groupe (Est-ce que, même, ça peut vouloir dire quelque chose ?)

2) Sur quelle base réelle et matérielle (et dans quels rapports sociaux) se développe une pratique autonome de groupe (rapport institution - pratique - théorie) ?

3) Sur quels liens peuvent donc se greffer les rapports actuels et à venir entre les autonomes (s'ils existent) ?

II - Problème de la pratique à avoir ou pas

c'est-à-dire :

1) Comment éviter la clochardisation d'un côté, ou de l'autre le travail régulier, au niveau de la survie et au niveau du projet politique. En effet comment éviter la clochardisation (survie morbide et castratrice et aucune insertion dans une quelconque réalité sociale où intervenir) sans tomber dans le travail bien intégré et régulier et individuel (survie rassurante et con, et impossibilité de sortir de son lieu de travail pour intervenir).

2) Ce qui amène à poser les rapports entre prolétariat, ouvriers, groupes autonomes et luttes à mener.

(Entre ouvriers et intellectuels comme base des groupes autonomes ?). C'est-à-dire les rapports existants entre les ouvriers et nous (généralement pas ouvriers) au sein des groupes locaux ou à côté, et par rapport aux luttes et aux non luttes également.

3) Ce qui amène à discuter ce qui, actuellement, est faisable, ou bien à faire, ou bien tâches objectives, d'après une analyse qui l'est autant, ou bien ce que l'on a envie de faire, etc... à l'endroit où l'on est. Nécessité si on n'est pas dans un lieu de production matérielle, d'être dans une institution (?) Afin d'éviter la critique unitaire mais ne pouvant pas se pratiquer quelque part.

III - Liaison, organisation, coordination

1) Problème de l'articulation des différentes pratiques.

2) Problème de la coordination, de l'organisation entre les groupes autonomes (s'ils existent).

C'est-à-dire essayer de voir où commence la nécessité de s'organiser et essayer de réaliser ça pratiquement. Est-ce que ce serait un simple réseau de contacts, ou plus ?

Un réseau de groupes engagés sur des bases communes (lesquelles ?), donc une stratégie commune (comment ?), ou encore plus ?

3) Liaisons (techniquement : adresses, lieux de chutes, matériels, etc...)

Il est évident que dans tout ça des trucs gentils comme les Conseils Ouvriers ou les grèves sauvages seront abordés.

Pour tous renseignements, candidatures, dénonciations, etc... Ecrire à : Etienne LOMETTE - 1, rue Justin Godart - 69 Lyon 4e on transmettra.

On ronéotera un petit bulletin avec les réponses (et textes ayant rapport) à cette circulaire et on fera circuler avant la rencontre aux gens intéressés.

Il serait nécessaire que les gens intéressés nous le disent (afin de savoir à peu près combien on serait, et aussi de savoir qui viendrait) et surtout essayent d'envoyer quelques notes au moins afin que déjà, il y ait des points de départ, et qu'on sache qui on est, avec qui on est en désaccord, etc...

ARCHINOIR et A. AJAX.

P.S. - A la suite du retard, il n'a pas été possible d'ajouter le texte tiré à BORDEAUX dans ce numéro comme prévu, il suivra.